

Centre d'excellence
Evidence – Policy – Action (EPA)

Écosystème des données probantes et des politiques de développement : Profil du Togo

Sénamé Dodzi Kossi, Kafui Hanou Ameko, Ariel Hardy Houessou, Rodrigue
Castro Gbedomon, Fréjus Thoto, Diatou Ndiaye, Amadou Gueye, Laure Tall &
Cheick Oumar Ba



Août 2024

La présente étude a été réalisée sous le projet « 110286-001, Centre régional pour l'application des connaissances et l'élaboration de politiques publiques fondées sur les données probantes en Afrique de l'Ouest – pays francophones d'Afrique », grâce à une subvention de la Fondation William and Flora Hewlett, de la Fondation Robert Bosch, et du Centre de Recherches pour le Développement International du Canada.

Le projet 110286-001, plus connu sous le nom « Centre d'Excellence Evidence – Policy – Action » est mis en œuvre dans le cadre de l'Initiative globale « Learning together to advance Evidence and Equity in Policymaking to achieve the SDGs (LEEPS) ».

Citation

Kossi, S.D., Ameko, K.H, Houessou, A.H., Gbedomon, R.C., Thoto, S.F., Ndiaye, D., Gueye, A., Tall, L., Ba, C.O., (2024). **Écosystème des données probantes et des politiques de développement : Profil du Togo**. Rapport de recherche. 91 p. <https://doi.org/10.61647/aa29630>



Copyright ACED et IPAR, 2024

Image de couverture : Une femme scientifique utilisant un tableau de bord de données analytiques

Crédit photo : © Freepick

Dépôt légal : 16924

ISBN : 978-99982-2-449-0

DOI : <https://doi.org/10.61647/aa29630>



Ce document est protégé par un droit d'auteur qui encourage le partage de la connaissance et de la créativité. Il peut être partagé et redistribué à condition de citer nommément les auteurs.

Toute utilisation à des fins lucratives est strictement interdite. Toute modification, transformation, ou adaptation d'une manière quelconque du document doit requérir l'avis des auteurs.

Les avis, opinions et jugements contenus dans ce document ne reflètent aucunement une position prise ni de ACED, ni de IPAR, et de leurs partenaires. Ils relèvent de la seule responsabilité des auteurs.

Contents

Messages clés	4
Introduction	6
Structure de l'écosystème des données probantes et des politiques de développement au Togo	9
Fonctionnement de l'écosystème	24
Besoins actuels et critiques en données probantes	42
Expériences innovantes d'utilisation de données probantes dans les processus décisionnels	52
Conclusion	62
Annexes	65
Bibliographie	83
À propos des auteurs	87
Remerciements	90

Messages clés

- Ces dernières années, le Togo a fait des avancées en matière de production et d'utilisation des données probantes. On note la pluralité des acteurs, l'existence d'un cadre politique, stratégique et programmatique, des efforts pour le renforcement de capacités des institutions nationales et pour le développement des compétences des acteurs nationaux. De même, l'accompagnement des partenaires techniques et financiers ainsi qu'une culture progressive de l'utilisation des données probantes à des fins de développement et de mise en œuvre des politiques ont été observés. Cette dynamique est orientée et encadrée par certains instruments clés dont le Document-cadre du système national de planification (2017), la Feuille de route gouvernementale 2020-2025 et la Stratégie nationale de développement de la statistique 2020-2024.
- Plusieurs acteurs pilotent le cycle des politiques publiques au Togo, en agissant comme soit des producteurs, des utilisateurs ou des intermédiaires de données probantes. Les ministères détiennent le lead et jouent un rôle central dans la production et la gestion des données, animant l'écosystème à travers leurs directions techniques et agences et collaborant avec des structures de recherche, des instituts de statistique et des cabinets privés. Les données produites sont partagées avec d'autres acteurs gouvernementaux et la société civile. Les organisations de la société civile collaborent pour soutenir la production et l'utilisation de ces données dans les politiques publiques, tandis que les agences des Nations Unies financent la production, diffusent les résultats et renforcent les capacités des acteurs.
- La nature et l'intensité des interactions entre les acteurs varient d'un domaine thématique à un autre et sont fonction des processus politiques dans lesquels ils sont engagés. Il a été observé un manque de synergie et la non-existence d'un cadre de dialogue permanent entre ces acteurs autour des données probantes. Les interactions sont plutôt sporadiques au gré des circonstances et des processus politiques.
- Au Togo, les défis de l'écosystème des données probantes et des politiques de développement comprennent entre autres : (i) des lacunes dans la disponibilité des données, (ii) la qualité des données remise en cause du fait de l'absence d'un dispositif d'assurance qualité, (iii) la diffusion de manière non accessible et utile aux utilisateurs, (iv) l'utilisation non optimale des données, ce qui ne permet pas d'éclairer les décisions politiques. Sur le plan institutionnel, il s'agit d'un déficit de capacités, de l'absence d'une culture de prise de décision fondée sur les données, le coût élevé des données et l'absence de redevabilité.

L'écosystème est également déstructuré, désarticulé et manque de synergie pour faciliter l'harmonisation des approches, outils et processus.

- Des expériences innovantes de promotion et d'utilisation des données probantes dans les politiques de développement ont été identifiées telles que le développement d'un pôle d'utilisation des données numériques, l'expérience de Integrate health (Santé intégrée) des données au service de la qualité des soins, l'institutionnalisation du genre dans les ministères sur la base des résultats des audits genre, la budgétisation sensible au genre, des dossiers d'investissement (Investment case) comme instruments stratégiques d'aide à la décision et de plaidoyer, l'appui à l'établissement d'un système de suivi et d'évaluation orienté vers la prise de décision basée sur les données probantes (Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes).

Introduction

Le Centre Africain pour le Développement Équitable (ACED) et l'Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR), mettent en œuvre une initiative visant à doter la région de l'Afrique de l'Ouest francophone, d'un Centre d'Excellence pour faciliter l'intégration des données probantes (DP) aux interventions (politiques, programmes, plans et projets). Dénommé Centre d'Excellence Evidence-Policy-Action (EPA), le Centre agit comme un laboratoire et un hub d'expertises au service des décideurs politiques et des praticiens de développement. Sa mission est de stimuler et faciliter la mobilisation des données probantes afin d'informer les processus décisionnels stratégiques et ponctuels. Toutefois, il est bon de souligner que les données probantes sont l'ensemble des informations utilisées pour valider ou infirmer un argument ou une assertion. Il peut s'agir d'informations issues d'un processus de recherche (résultats de recherche, d'évaluation, de revue systématique, de méta-analyse), de la pratique (avis d'experts) ou des expériences sociales (connaissances endogènes).

Dans le cadre du déploiement des activités du Centre d'Excellence, ACED et IPAR ont entrepris (i) de procéder à l'état des lieux de l'écosystème des données probantes et des politiques de développement — *en anglais Evidence-Policy System (EPS)* en Afrique de l'Ouest, (ii) de mettre en évidence les défis et opportunités ainsi que les points d'entrées pour les interventions du Centre d'Excellence. Le présent document est le fruit de trois phases successives et interdépendantes de travaux de recherche, notamment la curation web et la capitalisation, la concertation avec les acteurs de l'EPS ainsi que les entretiens approfondis avec quelques acteurs clés et influents de l'EPS. La cartographie vise à faire l'état des lieux de l'EPS dans les quatre domaines thématiques clés au Togo suivants : (i) les systèmes alimentaires ; (ii) le développement humain ; (iii) l'économie de la nature ; (iv) le numérique.

Spécifiquement, elle vise à identifier (i) les structures clés et acteurs influents et pertinents (et leurs rôles) de l'écosystème EPS, (ii) les contraintes spécifiques de l'EPS, ainsi que les besoins en renforcement de capacités des acteurs et (iii) les processus décisionnels (passés, en cours ou à venir) pour lesquels il existe des besoins actuels et critiques en données probantes.

La méthodologie adoptée a consisté, dans un premier temps, en une curation Web 1.0 et 2.0. Il s'agit d'une méthode de collecte à travers laquelle des informations sont recueillies sur le web, filtrées et présentées de manière organisée et pertinente en lien avec les thématiques retenues. Les données de cette curation web ont été complétées par celles issues de la collecte documentaire auprès des institutions concernées par la production

et l'utilisation des données probantes, notamment les structures étatiques et non étatiques.

La troisième phase de la démarche méthodologique a consisté à organiser, courant mars 2024, un atelier de concertation avec des acteurs de l'écosystème des données probantes, de la recherche et des politiques de développement au Togo. Ces concertations ont permis d'améliorer et d'actualiser les connaissances sur la structure, le fonctionnement ainsi que les besoins actuels et critiques de l'écosystème.

Enfin, des entretiens individuels ont été réalisés avec des acteurs clés et influents (liste des acteurs, cf. annexe), pour identifier les processus décisionnels (passés, en cours ou à venir) pour lesquels il existe des besoins actuels et critiques en données probantes.

Hormis l'introduction, la présente note de synthèse s'articule autour de quatre points : (i) les structures clés, les acteurs influents et pertinents, et leurs rôles dans l'écosystème EPS ; (ii) le fonctionnement de l'écosystème ainsi que les besoins en renforcement de capacités des acteurs ; (iii) les processus décisionnels (passés, en cours ou à venir) pour lesquels il existe des besoins actuels et critiques en données probantes ; et (iv) les expériences innovantes d'utilisation de données probantes dans les processus décisionnels.

01

Structure, acteurs et fonctionnement de l'écosystème des données probantes

Structure de l'écosystème des données probantes et des politiques de développement au Togo

Principaux acteurs

Plusieurs acteurs pilotent le cycle des politiques publiques (élaboration – mise en œuvre – suivi & évaluation) au Togo, en agissant comme producteurs, utilisateurs ou intermédiaires de données probantes. Dans les tableaux 1 à 4 sont présentés la classification de ces acteurs selon quatre domaines thématiques d'intervention, tout en soulignant leurs rôles (principal et secondaire).

Tableau 1 : Systèmes alimentaires (sécurité alimentaire, nutrition, environnement institutionnel et durabilité des systèmes alimentaires, commerce régional)

Acteurs	Rôle principal	Autres rôles
Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique / Division de la nutrition	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Ministère de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Ministère du Désenclavement et des Pistes Rurales	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Ministère délégué auprès du Président de la République, chargé de l'Energie et des Mines	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Ministères de la Promotion de l'Investissement / API-ZF	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation Locale	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Agence Nationale de la Météorologie (ANAMET)	Producteur (+++)	Intermédiaire (+++) Utilisateur (+)
Association Togolaise des Consommateurs (ATC)	Utilisateur (+++)	Intermédiaire (++)
Agence Nationale de Sécurité Alimentaire au Togo (ANSAT)	Utilisateur (+++)	Intermédiaire (++)
Réseau National de Producteurs de Semences Certifiées	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)

Acteurs	Rôle principal	Autres rôles
Coordination Togolaise des Organisations paysannes et de Producteurs agricoles (CETOP)	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)
Institut Togolais de Recherche Agronomique (ITRA)	Producteur (+++)	Utilisateur (++) Intermédiaire (++)
Centre de Recherche Agronomique du Littoral (CRAL) - Davié	Producteur (+++)	Utilisateur (++) Intermédiaire (++)
Centre de Recherche Agronomique de la Zone Forestière (CRAF)- Kpalimé	Producteur (+++)	Utilisateur (++) Intermédiaire (++)
Centre de Recherche Agronomique de la Savane Humide (CRASH)- Kolokopé	Producteur (+++)	Utilisateur (++) Intermédiaire (++)
Centre de Recherche Agronomique de la Savane Sèche (CRASS)- Kara	Producteur (+++)	Utilisateur (++) Intermédiaire (++)
Centre National Spécialisé sur les bioagresseurs (CNS)	Producteur (+++)	Utilisateur (++) Intermédiaire (++)
Institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT)	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)
Organisation pour l'Alimentation et le Développement Local (OADEL)	Producteur (+++)	Utilisateur (++) Intermédiaire (++)
Centre d'Excellence Régional sur les Sciences Aviaires (CERSA)	Producteur (+++)	Utilisateur (++) Intermédiaire (++)
Centre d'Excellence sur la Protection Durable des Cultures (CEProDuC)	Producteur (+++)	Utilisateur (++) Intermédiaire (++)
Ecole Supérieure d'Agronomie (ESA) - l'Université de Lomé	Producteur (+++)	Utilisateur (++) Intermédiaire (++)
Institut Supérieur des Métiers de l'Agriculture (ISMA) - Université de Kara	Producteur (+++)	Utilisateur (++) Intermédiaire (++)
Institut National de Formation en Agriculture (INFA) de Tové	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)
École Supérieure des Techniques Biologiques et Alimentaires (ESTBA)	Producteur (+++)	Utilisateur (++) Intermédiaire (++)
Centre Ouest-Africain de Service Scientifique sur les Changements Climatiques et l'Utilisation adaptée des terres" (WASCAL)	Producteur (+++)	Utilisateur (++) Intermédiaire (++)
Direction des Statistiques Agricoles, de l'Informatique et de la Documentation (DSID)	Producteur (+++)	Utilisateur (++) Intermédiaire (++)
Centre International de Développement Agropastoral (CIDAP) de Baga	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)
Recherche Appui et Formation aux Initiatives d'Auto-développement (RAFIA)	Producteur (+++)	Utilisateur (++) Intermédiaire (++)
Centre de Développement Agroécologique et Artisanal (CD2A/AREJ) de Cinkassé	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)

Acteurs	Rôle principal	Autres rôles
GIZ (Programme de Sécurité Alimentaire – ProSecAI)	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Centre International pour la Fertilité des Sols (IFDC)	Producteur (+++)	Utilisateur (++) Intermédiaire (++)
Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Fonds International de Développement Agricole (FIDA)	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Programme Alimentaire Mondial (PAM)	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA)	Utilisateur (+++)	Producteur (++)

Légende : +++ : fort ; ++ : moyen ; + : faible

Tableau 2 : Développement Humain (emploi, protection sociale, SSR)

Acteurs	Rôle principal	Autres rôles
Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation (MASPFA)	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Ministère du Développement à la Base de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes (MDBAJEJ)	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et du Dialogue Social (MFPTDS)	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP)	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Agence Nationale de Développement à la Base (ANADEB)	Utilisateur (+++)	Producteur (+) Intermédiaire (+)
Agence Nationale du Volontariat au Togo (ANVT)	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)
Observatoire National de l'Emploi et de la Formation – Togo (ONEF-TOGO)	Producteur (+++)	Intermédiaire (++) Utilisateur (++)
Universités publiques : Universités de Lomé et de Kara	Producteur (+++)	Intermédiaire (++) Utilisateur (++)
Universités privées : UCAO, ESA, IFORD, etc.	Producteur (+++)	Intermédiaire (++) Utilisateur (++)
Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ)	Utilisateur	Producteur (+) Intermédiaire (+)
Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE)	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Coalition Nationale pour l'Emploi des Jeunes (CNEJ)	Utilisateur (+++)	Intermédiaire (+)

Acteurs	Rôle principal	Autres rôles
Programme d'Urgence de Renforcement de la résilience dans la région des Savanes (PURS)	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI)	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)
Agences du système des Nations unies : UNFPA, OMS, BIT, UNICEF, PNUD, ONUSIDA	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)
GIZ (ProSanté, ProSecal, ProFoPEJ)	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)
Unité de Recherche Démographique de l'Université de Lomé (URD)	Producteur (+++)	Intermédiaire (+)
Direction Générale de la Protection Sociale (DGPS)	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Afro baromètre (Institut de Sondage)	Producteur (+++)	Intermédiaire (++)
Institut National de l'Assurance Maladie (INAM)	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Structures d'assurance privées : Prudential, NSIA, GTA-C2A, Fidelia, Allianz, Saham, SUNU, Ogar	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Organisations internationales : Plan International Togo, Integrate health (Santé Intégrée)	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
ONG et réseaux : GF2D, Réseau des Femmes Ministres et Parlementaires (REFAMP), ATBEF, ROSCI, Croix Rouge Togolaise (CRT), ASSAFETO, Union des ONG du Togo (UONGTO), Fédération des Organisations non Gouvernementales au Togo (FONGTO), SOS Villages d'enfants, INADES Formation, International Network for Social Protection Rights of Togo (INSPIR-Togo), etc.	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Comité National pour la Promotion de la Protection Sociale (CNPPS)	Utilisateur (+++)	Intermédiaire (++)
Faculté des Sciences de la Santé des Universités de Kara et de Lomé	Producteur (+++)	Utilisateur (++) Intermédiaire (++)
Centres hospitaliers universitaires du campus (Lomé), Sylvanus Olympio (Lomé) et de Kara	Producteur (+++)	Utilisateur (++) Intermédiaire (++)
Caisse Nationale de Retraite du Togo (CNRT)	Utilisateur (+++)	Intermédiaire (++)
Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)	Utilisateur (+++)	Intermédiaire (++)
Conseil National du Dialogue Social (CNDS)	Utilisateur (+++)	Intermédiaire (++)
Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES)	Utilisateur (+++)	Intermédiaire (++)
Centre de recherche de la Confédération Syndicale Internationale (CSI-Afrique)	Producteur (+++)	Intermédiaire (++)
Plateforme Africaine pour la Protection Sociale (PAPS)	Utilisateur (+++)	Intermédiaire (++)

Légende : +++ : fort ; ++ : moyen ; + : faible

Tableau 3 : Environnement (changement climatique ; Transition vers des économies à faible empreinte carbone)

Acteurs	Rôle principal	Autres rôles
Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (MERF)	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Ministère délégué auprès du Président de la République chargé de l'Energie et des Mines	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR)	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Ministère de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise (MEHV)	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière (MUHRF)/Direction Générale de la Cartographie et du Cadastre (DGCC)	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Commission Nationale du Développement Durable (CNDD)	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Comité National sur les Changements Climatiques (CNCC)	Utilisateur (+++)	Intermédiaire (++)
Office de Développement et d'Exploitation des Forêts (ODEF)	Utilisateur (++)	Intermédiaire (++)
Centre de Recherche sur le Changement Climatique (CRCC)	Producteur (+++)	Intermédiaire (+++) Utilisateur (++)
Agence Nationale de Gestion de l'Environnement (ANGE)	Producteur (+++)	Utilisateur (+++) Intermédiaire (+++)
Observatoire National pour l'Environnement (ONE)	Producteur (+++)	Utilisateur (+++) Intermédiaire (+++)
Office National des Aires Protégées (ONAP)	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)
Agence Togolaise de l'Electrification Rurale et des Energies Renouvelables (AT2ER)	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)
Autorité de Réglementation du Secteur de l'Electricité (ARSE)	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)
Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA)	Producteur (+++)	Utilisateur (+++) Intermédiaire (++)
Centre d'Excellence Régional pour la Maîtrise de l'Energie (CERME)	Producteur (+++)	Utilisateur (+++) Intermédiaire (++)
Centre Ouest-Africain de Service Scientifique sur les Changements Climatiques et l'Utilisation Adaptée des Terres (WASCAL)	Producteur (+++)	Intermédiaire (+++) Producteur (++)
Agence Nationale de la Météorologie (ANAMET)	Producteur (+++)	Intermédiaire (+++) Utilisateur (+)
Cellule de gestion de la base de données de l'inventaire forestier national	Producteur (+++)	Utilisateur (+++) Intermédiaire (++)

Acteurs	Rôle principal	Autres rôles
Centre d'Excellence Régional sur les Villes Durables en Afrique (CERViDA-DOUNEDON)	Producteur	Intermédiaireur (+++) Utilisateur (++)
Centre de Gestion Intégrée du Littoral et de l'Environnement (CGILE)	Producteur (+++)	Utilisateur (++) Intermédiaireur (++)
Agence Nationale de la Protection Civile (ANPC)	Utilisateur (+++)	Intermédiaireur (+++) Utilisateur (++)
Plateforme Nationale de Réduction des Risques de Catastrophe (PNRRC)	Utilisateur (+++)	Intermédiaireur (+++) Producteur (++)
Direction de la protection et du contrôle de l'exploitation de la flore	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Direction des parcs nationaux, des réserves de faune et chasse	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Direction générale des travaux publics	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Agence Nationale de Salubrité Publique (ANASAP)	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Direction des Ressources en Eau (DRE)	Utilisateur (+++)	Producteur (+++) Intermédiaireur (++)
Comité d'Organisation des Secours (ORSEC)	Utilisateur (+++)	Producteur (+++) Intermédiaireur (++)
ONG nationales et réseaux : Croix Rouge Togolaise (CRT), Organisation de la Charité pour un Développement Intégral (OCDI), Jeune Volontaire pour l'Environnement (JVE), Partage et Action en Synergie pour le Développement (PASVD), Réseau des Organisations de la Société Civile sur le Climat et l'Environnement au Togo (ROSCCET), Synergie des Acteurs des Energies Renouvelables au Togo (SAERT)	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
ONG Internationales : Plan Togo, CRS, Agence Adventiste d'Aide et de Développement (ADRA)	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
PTF: PNUD, OMS, PAM, UNICEF, HCR, FAO, UNFPA, BM, OCHA, FIDA	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Laboratoire de Recherche sur les Agro Ressources et la Santé Environnementale (LARSE)	Producteur (+++)	Intermédiaireur (++)
Laboratoire de Botanique et d'Écologie Végétale (LBEV)	Producteur (+++)	Intermédiaireur (++)
Laboratoire de gestion, traitement et valorisation des déchets	Producteur (+++)	Intermédiaireur (++)
Organisation des producteurs forestiers et agricoles	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA)	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Système National de Surveillance des Forêts	Producteur (+++)	Intermédiaireur (++)

Légende : +++ : fort ; ++ : moyen ; + : faible

Tableau 4 : Transformation numérique, y compris l'économie digitale, la finance digitale, l'intelligence artificielle, la cybersécurité

Acteurs	Rôle principal	Autres rôles
Ministère de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale (MENTD)	Intermédiaireur (+++)	Utilisateur (++) Producteur (+)
Ministère de la Promotion de l'Investissement (MPI) ¹	Intermédiaireur (+++)	Producteur (++) Utilisateur (++)
Ministère de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel	Utilisateur (+++)	Intermédiaireur (++) Producteur (+)
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et du Dialogue Social (MFPTDS) ²	Utilisateur (+++)	Intermédiaireur (++) Producteur (+)
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (MESR) : projet université sans les murs	Utilisateur (+++)	Intermédiaireur (++) Producteur (+)
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile (MSPC)	Producteur (+++)	Utilisateur (++) Intermédiaireur (++)
Ministère du Développement à la base, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes ³	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural (MAEDR) ⁴	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation Locale (MCACL) ⁵	Utilisateur (+++)	Intermédiaireur (++) Producteur (+)
Agence de Transformation Digitale (ATD) ()	Intermédiaireur (+++)	Producteur (++)
Centre de transformation digitale du Togo	Utilisateur (+++)	Intermédiaireur (++) Producteur (++)
Agence Nationale d'Identification (ANID)	Producteur (+++)	Intermédiaireur (++) Utilisateur (+)
Agence Nationale de Cybersécurité (ANCy) / CDA (Cyberdéfense Africa (CDA))	Producteur (+++)	Intermédiaireur (+) Utilisateur (+)
Société d'Infrastructure Numérique (SIN)	Utilisateur (+++)	Intermédiaireur (++) Producteur (++)
Agence de Promotion des Investissements de la Zone Franche (API-ZF)	Intermédiaireur (+++)	Producteur (++) Utilisateur (++)

- 1 Le Ministère de la Promotion de l'Investissement, en collaboration avec Citi Group, a développé une plateforme numérique appelée "City Builder" dans le but d'attirer des capitaux et stimuler les investissements en République du Togo. Cette plateforme regroupe des données sociales clés, telles que des données démographiques, éducatives et économiques, qui fournissent une transparence accrue sur les opportunités de développement et d'investissement au Togo.
- 2 Il conduit le Programme de modernisation de l'administration publique avec l'appui des PTF tels que le PNUD.
- 3 Participation à la promotion de création de startups par la jeunesse, initiateur de la semaine de l'innovation.
- 4 Le Projet Agri-PME permet de faciliter l'accès des petits agriculteurs aux intrants agricoles par un portemonnaie électronique.
- 5 Il a mis en place une plateforme digitale de dédouanement avec le Guichet Unique pour le Commerce Extérieur.

Acteurs	Rôle principal	Autres rôles
Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED)	Producteur (+++)	Intermédiaire (++) Utilisateur (+)
Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP)	Utilisateur (+++)	Intermédiaire (+)
Office Togolais des Recettes (OTR)	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)
Startups et incubateurs digitaux : Gozem, Nunya Lab, CUBE, Woelab ⁶ ; OLE, etc.	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)
Association des Professionnels de Banque	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)
Institutions bancaires: BCEAO, BIDC, BOAD, Ecobank, Orabank, Banque Atlantique, UTB, BIA, etc.	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)
Fournisseurs d'accès internet : Togocom, Café informatique, Moov, Téoilis, Groupe Vivendi Africa, Canal +	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)
Fonds d'innovation, investisseurs et partenaires (Green tech capital ; Red capital ; FAIEJ)	Utilisateur (++)	Intermédiaire (+)
Entente des Spécialistes togolais en Technologies de l'Information et de la Communication (ESTETIC)	Intermédiaire (+++)	Producteur (++) Utilisateur (++)
Centre de Formalités des Entreprises (CFE)	Intermédiaire (+++)	Producteur (++) Utilisateur (++)
Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT)	Intermédiaire (+++)	Producteur (++) Utilisateur (++)
PTF: GIZ, OIF, PNUD, CNUCED	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)
Agence Nationale du Développement à la Base (ANADEB)	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)
Agence Nationale de Promotion et de Garantie de Financement des PME/PMI (ANPGF)	Intermédiaire (+++)	Producteur (++) Utilisateur (++)
Université de Kara : CAVRIS ⁷ et ForVaRRITO ⁸	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)
Université de Lomé : Ecole polytechnique de Lomé	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)
Institut Africain d'Informatique (IAI)	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)

6 Créé en 2012 au Togo, le WoeLab est un FabLab qui accueille, forme, incube et accélère un des projets de startups à forte valeur ajoutée à l'instar du projet W.Afate, première imprimante 3D « Made in Africa » fabriquée entièrement à partir du recyclage de déchets électroniques et qui a remporté un prix de la NASA en 2013.

7 Il s'agit d'un incubateur mis en place par l'Université de Kara dans le cadre du projet VaRRiWA

8 Il s'agit d'une plateforme numérique de formation mise en place par l'Université de Kara dans le cadre du projet VaRRiWA.

Acteurs	Rôle principal	Autres rôles
OpenStreetMap Togo (OSM Togo) ⁹	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)
Cabinet d'Expertise et Incubateurs : CAGECFI-Togo ¹⁰ ; KYA Énergie Group ; Innov'up	Intermédiaire (+++)	Producteur (++) Utilisateur (++)
Plateformes web: Agridigital (www.agridigitale.tg)	Intermédiaire (+++)	Producteur (++) Utilisateur (++)

Légende : +++ : fort ; ++ : moyen ; + : faible

Acteurs clés

Plusieurs structures clé contribuent de manière transversale dans le cycle des politiques publiques (élaboration – mise en œuvre – suivi & évaluation) au Togo (Tableau 5).

Tableau 5 : Structures transversales

Acteurs	Rôle principal	Autres rôles
Présidence de la République	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (+)
Primature	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (+)
Secrétariat général du gouvernement	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (+)
Assemblée nationale	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (+)
Cour des comptes	Producteur (+++)	Utilisateur (+++) Intermédiaire (+)
Ministère de la Planification du Développement et de la Coopération (MPDC)	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (+)
Ministère de l'Économie et des Finances (MEF)	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (+)
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche (MESR) ¹¹	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (+)

9 OSM Togo est une communauté de contributeurs OpenStreetMap au Togo actif depuis 2013 avec pour but d'appuyer l'action humanitaire et l'aide au développement par l'expansion communautaire du projet de cartographie libre OpenStreetMap et l'usage de ses techniques cartographiques au sein d'une approche basée sur les principes du logiciel libre et du partage de données ouvertes. Son projet "Mia Tou Togo" a été récompensé aux Togo Digital Awards 2023.

10 CAGECFI est un cabinet d'expertise Informatique et de Management, créé en 2001 avec son siège social à Lomé au Togo. Il est spécialisé dans le consulting, la formation, l'édition et le déploiement de solutions numériques, digitales et informatiques de gestion à l'usage de différentes institutions du secteur public, privé, des systèmes financiers et institutions de microfinances.

11 Projet Université sans les murs avec l'appui de la France

Acteurs	Rôle principal	Autres rôles
Autres ministères sectoriels	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (+)
Comité interministériel de suivi des actions prioritaires du gouvernement	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (+)
Cellule Présidentielle d'Exécution et de Suivi des projets (CPES)	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (+)
Direction Générale de la Planification et du Développement (DGPD/MPDC)	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (+)
Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED)	Producteur (+++)	Intermédiaire (++) Utilisateur (+)
Universités et structures de recherche universitaires	Producteur (+++)	Intermédiaire (++) Utilisateur (+)
Collectivités territoriales : préfectures, communes, conseils régionaux	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Services déconcentrés des ministères	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Organisations à Base Communautaire (OBC) : Comités Villageois de Développement (CVD), Comités Cantonaux de Développement (CCD), Comités Locaux de Protection (CLP)	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Société civile (Plan International, Humanité Inclusion, INADES Formation, Bureau national catholique pour l'enfance, UONGTO, FONGTO, etc.)	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)
Secteur privé : Groupement des Industries du Togo (GITO), CCIT, Conseil National du Patronat du Togo (CNP), Association des grandes entreprises du Togo (AGET), Association des Sociétés de Zone Franche, etc.	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)
Partenaires techniques et financiers : AFD, Banque mondiale, UNESCO, PNUD, OMS, ONUSIDA, Banque mondiale, UEMOA, UNICEF, UNFPA	Utilisateur (+++)	Producteur (++)
Réseau Togolais des Évaluateurs (ReTeVa)	Producteur (+++)	Intermédiaire (++)
Centre Autonome d'Études et de Renforcement des capacités pour le Développement au Togo (CADERDT)	Producteur (+++)	Intermédiaire (++)
Comité interministériel de suivi des activités de migration et développement	Utilisateur (+++)	Producteur (++) Intermédiaire (++)
Tony Blair Institute for global change	Producteur (+++)	Intermédiaire (++)

Légende : +++ : fort ; ++ : moyen ; + : faible

Au-delà de ces structures transversales qui jouent un rôle clé dans les processus politiques, il existe un certain nombre de plateformes qui fournissent des DP pour accompagner l'élaboration des politiques et programmes (Tableau 6).

Tableau 6 : Plateformes de partage des données

N°	Structure	Rôle
01	Portail Statistique du Togo	Fournit un accès aux statistiques officielles.
02	Réseau togolais d'Information Scientifique et Technique (Togo-RISET)	Il facilite l'accès aux publications scientifiques.
03	Archives Nationales du Togo	Elles conservent des documents historiques et administratifs.
04	Bibliothèques universitaires et spécialisées	Elles offrent un accès aux ressources documentaires, y compris à travers des plateformes numériques.
05	Plateforme de gestion de l'aide	Elle permet de centraliser les informations financières et d'assurer une planification budgétaire intégrée pour la réalisation des objectifs de développement du pays.
06	Portail de l'investissement	Il facilite 60 procédures parmi lesquelles on peut citer celles relatives à la zone franche, au code des investissements, à la création d'entreprise, aux paiements d'impôt, à l'immatriculation à la sécurité sociale.

Également, certaines institutions internationales appuient, de manière transversale, la production et l'utilisation des DP dans le cadre des processus politiques et décisionnels (Tableau 7).

Tableau 7 : Structures internationales et régionales phares de production de données

N°	Structure	Rôle
01	Banque Africaine de Développement (BAD)	Elle appuie la production et la diffusion de recherches sur le développement en Afrique.
02	Fonds Africain de Développement (FAD)	Production et diffusion de données sur le développement en Afrique.
03	Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD)	Elle appuie la production et la diffusion de données sur les questions clés telles que les infrastructures ; l'économie numérique, l'énergie renouvelable, les ressources naturelles, l'agriculture et la sécurité alimentaire, la santé, l'éducation, le climat, etc.

N°	Structure	Rôle
04	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC)	Elle appuie la production et la diffusion de données sur l'économie et le développement dans la sous-région.
05	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)	Elle appuie la production et la diffusion de données sur l'état de la monnaie et de l'économie au sein de la communauté.
06	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA)	Elle appuie la production et la diffusion de données sur les activités économiques et le développement au sein de l'union. Outre ses centres d'excellence, elle est en train de développer des pôles de formation et de recherche dans les secteurs clés tels que l'énergie (PFORE-Energie), l'agriculture et la sécurité alimentaire (PFORE-Agri), la santé humaine (PFORE-Santé) et l'aménagement du territoire (PFORE-Aménagement).
07	Observatoire Economique et Statistique de l'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT)	C'est une organisation intergouvernementale ayant pour objectif le développement de la statistique.
08	Organisation Ouest-Africaine de la Santé (OOAS)	Elle intervient dans la recherche et la production de données sur les principales maladies endémiques dans la région.
09	Programme Ouest Africain de Renforcement de Capacités et d'Evaluation d'Impact (WACIE)	Le programme WACIE soutient et promeut la culture de la prise de décision fondée sur des données probantes dans les systèmes gouvernementaux des pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).
10	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)	Elle appuie la production et la diffusion de recherches sur l'agriculture et la sécurité alimentaire.
11	Banque Mondiale (BM)	Elle appuie la production des données et analyses sur le développement économique et social des pays, y compris le Togo. (https://www.worldbank.org/en/home)
12	Fonds Monétaire International (FMI)	Elle fournit des données et analyses sur les économies des pays, y compris le Togo. (https://www.imf.org/en/Home)
13	Système des Nations Unies (SNU)	Ses différentes agences (UNICEF, UNFPA, UNESCO, FAO, OMS, PAM, PNUE, BIT etc.) produisent et appuient la production de données et analyses sur le développement en Afrique, et le Togo en particulier. (https://www.un.org/en/). Il dispose d'un centre d'information des Nations unies (CINU).
14	Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE)	Elle produit et soutient la production de données et analyses sur les économies des pays membres et non membres, y compris le Togo. (https://www.oecd.org/)
15	Agence Française de Développement (AFD)	Elle soutient la production des données probantes et leur utilisation dans les politiques et programmes de développement.

N°	Structure	Rôle
16	Agence Universitaire de la Francophonie (AUF)	Elle soutient la production des données probantes et leur utilisation dans les politiques et programmes de développement.
17	GIZ	Elle soutient la production des données probantes et leur utilisation dans les politiques et programmes de développement.
18	USAID	Elle soutient la production des données probantes et leur utilisation dans les politiques et programmes de développement.
19	Union Européenne (UE)	Elle soutient la production des données probantes et leur utilisation dans les politiques et programmes de développement.
20	IDInsight	Elle utilise des données et des preuves pour aider les dirigeants à prendre des décisions dans le cadre de la lutte contre la pauvreté dans le monde.
21	Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI)	Il soutient la production et la diffusion des données issues des travaux de recherche et innovations.

L'état des lieux a permis d'identifier quelques cadres de dialogues thématiques qui jouent un rôle important dans la production, la diffusion et l'utilisation des DP (Tableau 8).

Tableau 8 : Cadres de dialogue thématique

N°	Dénomination	Rôle
01	Commission Economique pour l'Afrique (CEA)	Elle promeut le dialogue sur les enjeux économiques et sociaux en Afrique.
02	Union Africaine (UA)	Elle promeut le dialogue sur les questions politiques, de sécurité, paix et développement en Afrique.
03	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)	Elle promeut le dialogue sur l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest.
04	Plateforme Nationale de Recherche sur le Changement Climatique et la Variabilité Climatique (PNRCCVC)	C'est une plateforme de dialogue entre chercheurs et acteurs de la société civile sur le changement climatique.
05	Cadre de Concertation des Acteurs de la Recherche Agricole et Agroalimentaire au Togo (CCRAAT)	Il s'agit d'une plateforme de dialogue entre acteurs du secteur agricole.
06	Comité National de Suivi et de Coordination de la Politique Nationale de Lutte contre la Pauvreté (CNP-CSLP)	C'est une plateforme de dialogue sur la lutte contre la pauvreté.

N°	Dénomination	Rôle
07	Plateforme Nationale des Acteurs Non Etatiques pour le Développement Durable (PANEDD)	Il s'agit d'une plateforme de concertation et de dialogue entre la société civile et les acteurs publics sur les questions de développement durable. (http://hlpf.un.org/countries/togo)
08	Cadre de Concertation des Acteurs Non Etatiques pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (CANESAN)	Ce cadre promeut le dialogue sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
09	Plateforme Interprofessionnelle pour le Développement Durable du Secteur Agricole (PIPIDA)	C'est un cadre de dialogue sur le développement du secteur agricole.
10	Cadre de Concertation des Acteurs Non Etatiques pour l'éducation (CCA-NEE) :	C'est une plateforme de dialogue entre la société civile et l'Etat sur les questions d'éducation. (https://education.gouv.tg/)
11	Cadre de Concertation des Acteurs Non Etatiques pour la Santé (CCANET)	Il s'agit d'une plateforme de dialogue entre la société civile et l'Etat sur les questions de santé. (https://www.afro.who.int/sites/default/files/2017-10/Politique%20Nationale%20de%20Sant%C3%A9.pdf)

Le diagnostic de l'écosystème a permis, enfin, de recenser quelques cercles de réflexion qui contribuent à animer le dialogue sur le développement, en soumettant des propositions stratégiques aux pouvoirs publics (Tableau 9).

Tableau 9 : Groupes de réflexion (Think Tanks)

N°	Dénomination	Rôle
01	Réseau de Think Tanks UEMOA (RTT- UEMOA)	C'est une structure spécialisée de recherche et de dialogue sur les politiques économiques et sociales. Il regroupe des institutions de recherche de l'espace UEMOA, avec pour mission principale la recherche innovante sur des sujets d'intérêt communautaire en vue d'aider à la prise de décision.
02	Think Tank New Road	C'est un think tank dédié à la réflexion continue autour de la soutenabilité des dettes publiques et du financement des économies du continent africain.
03	Solution Think Tank	C'est un think tank régional francophone qui traite des questions de développement, politique, économie, éducation, société, gouvernance, sécurité et domaines connexes, afin de proposer des solutions aux décideurs.
04	Cercle Réflexion et Action pour le Togo (CRAT)	C'est un Think tank sur les questions politiques et économiques.
05	Synergie pour le Développement du Togo (SDT)	C'est un Think tank sur le développement économique et social.

N°	Dénomination	Rôle
06	Fondation pour le Développement Durable et la Citoyenneté (FDDC)	Elle promeut la réflexion sur les enjeux du développement durable et de la gouvernance. Elle réalise aussi des études et analyses sur les questions de développement durable et de gouvernance, et diffuse des données et des publications.
07	Synergie pour le Développement Durable (SYDD)	C'est un Think tank qui promeut le développement durable au Togo et met à disposition des données et des analyses sur différents thèmes. (https://synergieafrique.org/A-propos-de-nous/)
08	Groupe de Réflexion sur la Décentralisation (GRD)	C'est une plateforme de réflexion sur la décentralisation et le développement local au Togo. (https://reliefweb.int/report/togo/togo-population-movement-emergency-appeal-mdrtg010)

Fonctionnement de l'écosystème

Relations entre les acteurs

Lors des processus de développement et de mise en œuvre des politiques, les parties prenantes ont besoin de s'impliquer dans un dialogue efficace pour veiller à ce que différentes perspectives soient entendues, qu'une gamme de données probantes soit prise en compte et que les options soient choisies de manière constructive sur la base de données probantes. L'analyse du fonctionnement de l'écosystème des données probantes au Togo montre que la nature et l'intensité des interactions entre les acteurs varient d'un domaine thématique à un autre et sont fonction des processus politiques dans lesquels ils sont engagés.

Dans le domaine des systèmes alimentaires (tableau annexe 1), Le Ministère de l'Agriculture et du Développement rural constitue un acteur majeur de ce sous-écosystème. En effet, ce ministère joue un rôle central dans la réalisation de l'ambition n°4 de la Feuille de route gouvernementale Togo 2020-2025 « Faire de l'agriculture un véritable moteur de croissance et de création d'emplois ». Il a le lead en matière d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi des politiques dans le secteur agro-alimentaire, notamment la Politique agricole assortie du Plan stratégique pour la transformation de l'agriculture au Togo à l'horizon 2030 (PA-PSTAT 2030) ; le document de politique agricole pour la période 2016-2030 ; le Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN 2021-2026) ; le Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest (PRSA/FRSP) 2022-2026.

Dans le cadre de ces différents processus, le ministère implique divers autres ministères (Eau, infrastructures rurales, mines et énergie, commerce, développement à la base, environnement et ressources forestières, finance inclusive, économie numérique, etc.) et d'autres directions et agences étatiques et non étatiques (DPSE, Agence de transformation agricole, Agence de promotion et de développement des agropoles au Togo, ITRA, ANAMET, INSEED, DSID, OADEL, WASCAL, ATC, CETOP, etc.). Les cadres d'interactions sont essentiellement structurés autour des processus de diagnostic (consultations, études diagnostiques, études de faisabilité, validation des rapports, planification, formulation, mise en œuvre et suivi-évaluation des politiques, programmes et projets). La démarche participative souvent adoptée facilite ces interactions. Les relations existantes prennent plusieurs formes : production et fourniture de données, utilisation des

données fournies, facilitation de l'accès aux données.

Le Ministère de l'Agriculture pour l'élaboration de documents (les rapports d'étude, les rapports de recherche, les articles scientifiques, les notes politiques (Policy brief), les notes techniques d'orientation, les notes conceptuelles, les études de cas, etc.) obtient des DP des structures telles que les universités (ESA, CERSA, ISMA, ESTBA, DRI), les cabinets privés, l'ITRA, l'ICAT, etc. Il fournit des données à des institutions telles que la Présidence, la Primature, le Secrétariat Général du Gouvernement (SGG), les ministères sectoriels, la Cour des comptes, les municipalités, les structures rattachées, la Coordination togolaise des organisations paysannes et de producteurs agricoles (CTOP), la Coordination pour le suivi & évaluation par la société civile (COSESC). Sur la Figure 1 est schématisé le réseau des relations entre les acteurs du secteur des systèmes alimentaires.

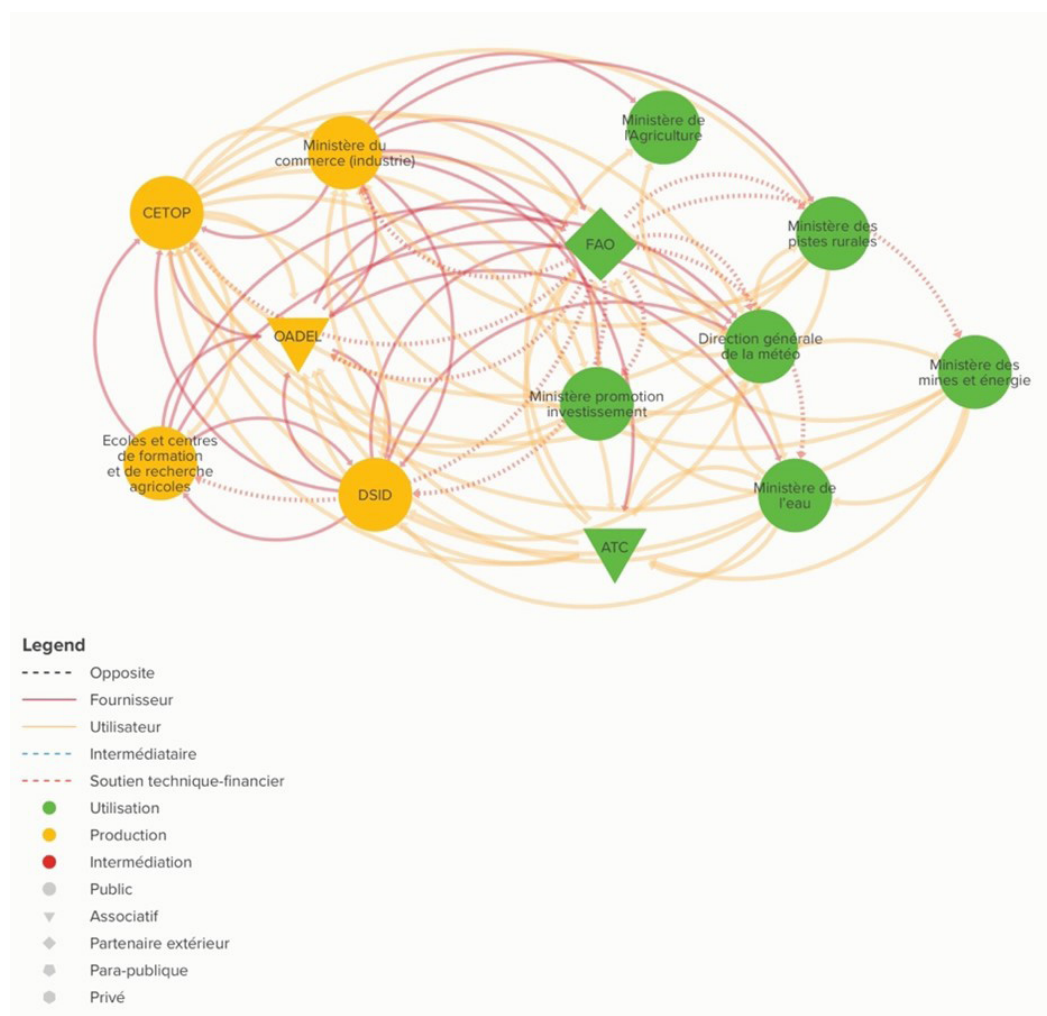


Figure 1 : Réseau des relations entre les acteurs du secteur des systèmes alimentaires

L'analyse des acteurs en jeu permet de constater également l'existence de hubs dans le secteur. Il s'agit, entre autres des interprofessions organisées autour des filières agricoles et regroupées au sein de la coordination togolaise des organisations paysannes, créées en 2001. Leur objectif est de

bâtir une plateforme nationale transversale représentative des organisations paysannes faîtières des producteurs et productrices au Togo. Il existe également d'autres hubs tels que la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) inaugurée en juin 2021, un hub intégré et multisectoriel qui vise à catalyser la transformation de l'écosystème industriel national en encourageant la création d'entreprises dans divers secteurs, notamment l'agro-industrie, la transformation des produits agricoles, la technologie, la logistique, l'énergie renouvelable et bien d'autres.

Cependant, le constat est qu'il n'existe pas de cadre de dialogue permanent entre ces acteurs du secteur autour des données probantes. Les interactions sont plutôt sporadiques au gré des circonstances et des processus politiques.

Dans le domaine du développement humain (tableau annexe 2), quelques ministères clés jouent le rôle de têtes de pont. Il s'agit du Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation (MASPFA), du Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes (MDBJEJ), du Ministère de la Fonction Publique et du Dialogue Social (MFPDS), du Ministère de la Santé, de l'Hygiène et de l'Accès Universel aux Soins (MSHPAUS), du Ministère des Droits de l'Homme, de la Formation à la Citoyenneté et des Relations avec les Institutions de la République. Ces ministères suivants animent l'écosystème à travers leurs directions techniques et agences :

- Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation (MASPFA) : Direction de la Planification, des Statistiques et du Suivi-Évaluation (DPSSE) ; Agence de Solidarité Nationale ; Direction Générale du Genre et de la Promotion de la Femme (DGGPF) ; Direction Générale de l'Autonomisation des Femmes.
- Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes (MDBJEJ) : Direction de la Planification, des Statistiques et du Suivi-Évaluation (DPSSE) ; Agence Nationale du Développement à la Base (ANADEB) ; Agence Nationale de Volontariat du Togo (ANVT) ;
- Ministère de la Fonction Publique et du Dialogue Social : Direction de la Planification, des Statistiques et du Suivi-Évaluation ; Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE) ; Observatoire National de l'Emploi (ONE) ; Direction Générale du Travail ; Direction Générale de la Protection Sociale, Inspections du Travail et des Lois Sociales, etc.
- Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de l'Accès Universel aux Soins : Direction Générale des Études, de la Planification et de l'Information Sanitaire (DGEPI) ; Direction Générale de l'Action Sanitaire ;
- Ministère délégué chargé de l'Accès Universel aux Soins : Institut National d'Assurance Maladie (INAM), etc.

Dans le cadre des processus politiques, à toutes les phases et au-delà des données que peuvent produire les directions techniques et les directions de la planification, le besoin de données probantes amène les ministères à solliciter les services des structures de recherche (universitaires ou non universitaires), des instituts de statistique (INSEED avec l'EDST, le QUIBB, l'EHCVM, le RGPH, etc.), et des cabinets d'expertise privés, etc. Les interactions portent sur la production et la mise à disposition de données probantes pour les besoins d'élaboration des politiques, des programmes ou des projets ainsi que l'utilisation des données dans le cadre des processus politiques (formulation, mise en œuvre et suivi-évaluation).

Spécifiquement, en matière d'emploi, le Fonds d'Appui aux Initiatives Économiques des Jeunes (FAIEJ), l'Agence Nationale de Promotion et de Garantie des PME/PMI, l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE), l'Agence Nationale du Volontariat au Togo (ANVT), sont également des acteurs clés qui structurent et animent le marché de l'emploi. Dans le domaine du développement à la base, l'ANADEB est au cœur du dispositif de mise en œuvre de la politique nationale du développement à la base et des initiatives de création d'emploi (ex. THIMO).

Les organisations de la société civile (Plan International, CBM, SOS Villages d'enfants, CRS, Humanité inclusion, Fédération togolaise des personnes handicapées, ATBEF, OCDI, GF2D, REFAMP, Concertation nationale de la société civile, les faîtières des ONG, les associations, etc.) interagissent aussi avec les ministères pour soutenir la production et l'utilisation des données afin d'informer les politiques et projets de leurs domaines de ressort. Elles le font en commanditant des études et travaux de recherche thématique dont la validation mobilise souvent divers acteurs de l'écosystème.

Par ailleurs, les agences du système des Nations Unies, entre autres, l'UNFPA, l'OMS, le PNUD, l'ONUSIDA, l'UNICEF, contribuent à promouvoir la production et l'utilisation des données probantes pour la formulation des politiques et programmes. Leur rôle se traduit par le financement des travaux de recherche, la diffusion des résultats, le renforcement de capacités des acteurs de l'écosystème, etc. Sur la Figure 2 est schématisé le réseau des relations entre les acteurs du secteur du développement humain.

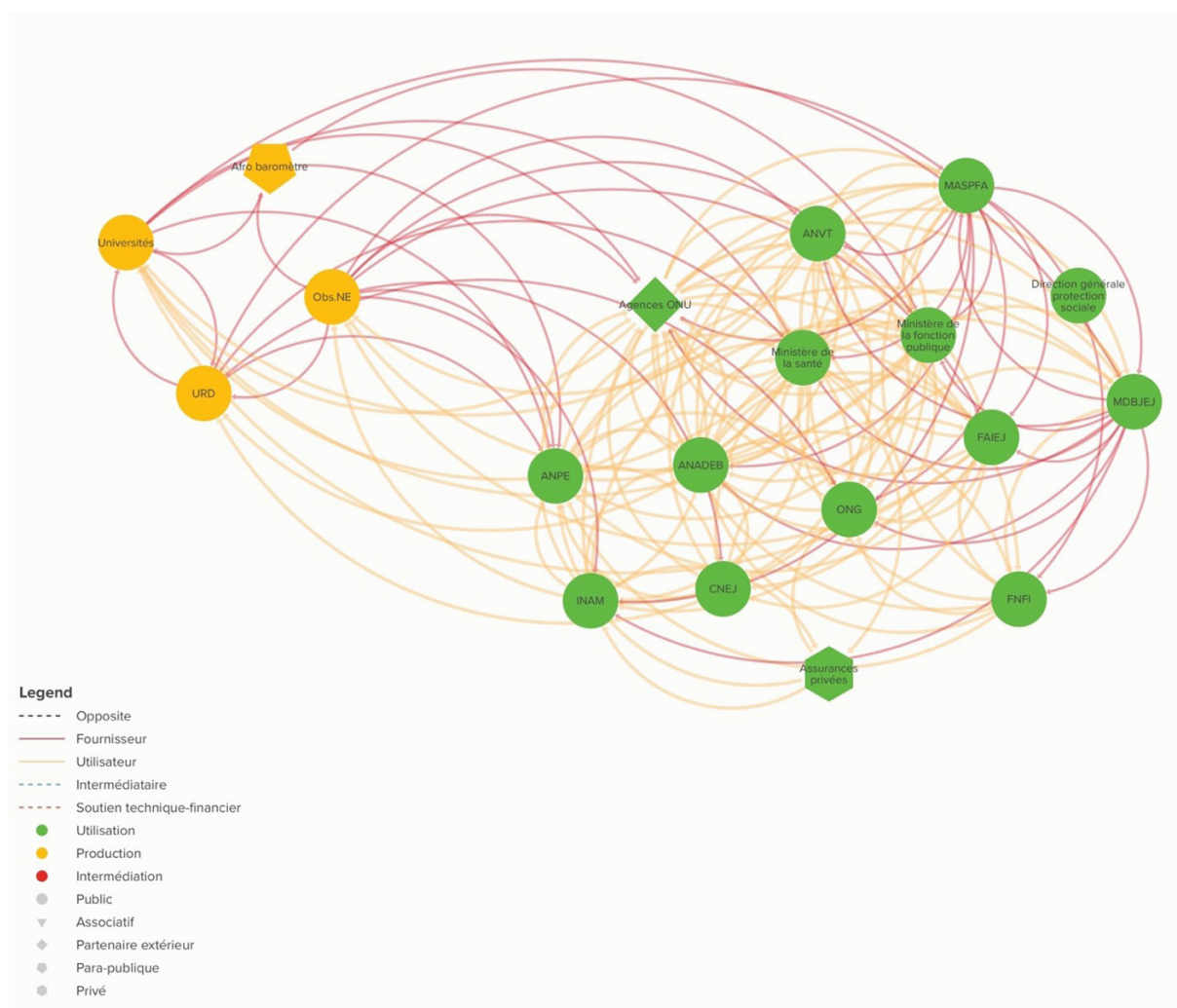


Figure 2 : Réseau des relations entre les acteurs du secteur du développement humain

Dans le domaine du développement humain, quelques hubs ci-après existent : la Coalition nationale pour l'emploi des jeunes qui est une plateforme de concertation des acteurs impliqués dans la lutte contre le chômage et le sous-emploi des jeunes ; le Conseil national du patronat ; l'Association des grandes entreprises du Togo ; la Chambre des métiers ; les Centrales syndicales (UNSIT, CSTT, etc.) ; le Cadre de concertation des acteurs de protection sociale ; la Coalition Nationale Togolaise pour l'éducation pour tous (CNT/EPT) ; etc.

Dans le domaine de l'environnement (tableau annexe 3), le Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (MEFR) est l'acteur principal (pont), à travers l'Agence Nationale de Gestion de l'Environnement (ANGE) qui veille à la prise en compte de la dimension environnementale dans les politiques, plans, programmes et projets de développement.

La question climatique étant transversale et une priorité majeure de l'État togolais, les relations entre le Ministère de l'environnement et les autres acteurs, en particulier le Ministère chargé de l'Agriculture, le Ministère des Mines et de l'Energie, les ONG (Jeunes Volontaires pour l'Environnement, Partage et Action en Synergie pour le Développement, Amis de la

Terre, Organisation pour l'Environnement et le Développement Durable, Avenir de l'Environnement, Alliance Nationale des Consommateurs et de l'Environnement, Ecologie et Développement Togo, Women Environmental Programme-Togo, etc.), les Organisations paysannes, les centres de recherche (CRCC, WASCAL, CERViDA, CGILE, etc.) sont plus ou moins intenses et impliquent la participation de tous ces acteurs à des processus aussi importants tels que l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, stratégies, programmes et projets. Parmi eux, les suivants peuvent être cités :

- (i) le Plan National d'Adaptation (2018) ;
- (ii) la Stratégie nationale pour la mise en œuvre de l'économie verte et du développement durable (2018- 2030) ;
- (iii) la Contribution Nationale Déterminée (2021) ;
- (iv) la Stratégie nationale de Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des forêts et au stock de carbone dans le sol (REDD+), 2021 ;
- (v) le Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques (PNACC) de 2017 ;
- (vi) le Programme d'Appui à la Lutte contre le Changement Climatique, la protection de la biodiversité et l'agroécologie (PALCC+), 2017 ;
- (vii) la quatrième communication nationale sur les changements climatiques (juin 2022) ;
- (viii) Projet d'investissement et de résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest (WACA ResIP) ;
- (ix) les projets de la Feuille de route gouvernementale, en l'occurrence les P35 (en réponse aux risques climatiques majeurs à travers le reboisement) et P36 (axée sur la mobilité verte) ;
- (x) etc.

Sur la Figure 3 est schématisé le réseau des relations entre les acteurs du secteur de l'environnement.



Figure 3 : Réseau des relations entre les acteurs du secteur de l'environnement

Dans le domaine du numérique (tableau annexe 4), les initiatives lancées pour la transformation digitale ont, pour la plupart, été planifiées et mises en œuvre par le Ministère de l'Économie Numérique et la Transformation Digitale (MENTD), sur la base de la Politique sectorielle nationale en matière d'économie numérique. Il faut noter que dans la feuille de route gouvernementale 2020-2025, le Togo s'est fixé comme objectif stratégique, la transformation de l'économie nationale à travers des outils digitaux afin d'améliorer le potentiel économique de tous les acteurs impliqués.

Dans ce secteur, la Société d'Infrastructures Numériques (SIN), une entité publique créée en 2016, constitue aussi une des chevilles ouvrières de l'ambition du Togo dans le numérique. La société chargée de gérer les infrastructures télécoms publiques est détenue à 100% par l'État, et a déjà dans son giron plusieurs infrastructures dont le projet e-Gouv qui fibre plus de 300 bâtiments de l'administration publique. Elle a mis en œuvre le Programme Régional Ouest-Africain de Développement des Infrastructures de Communications (WARCIP) dont l'objectif est d'améliorer la connectivité internet, d'encourager la baisse des prix d'accès à internet et de mettre en place un environnement favorable pour le secteur de l'économie numérique.

Également, l'Agence Togo Digital (ATD) créée par décret n°2021-102/PR du 29 septembre 2021, constitue un acteur central. Elle a pour mission d'accompagner l'administration togolaise dans sa digitalisation, tout en promouvant, l'innovation et l'inclusion.

En outre, le Centre de transformation digitale du Togo joue aussi un rôle de premier plan dans la réalisation de l'ambition du Gouvernement de « Faire du Togo une référence régionale dans le digital » (Axe 3 de la FdR Togo 2025). Il soutient la création d'un écosystème numérique innovant au Togo et accompagne le Gouvernement dans la mise en œuvre de sa stratégie « Togo Digital 2025 ». Il se consacre spécifiquement au conseil stratégique et au soutien du Gouvernement, en particulier à l'Agence Togo Digital (ATD) dans la mise en œuvre de projets de transformation digitale et les interactions entre les partenaires publics et privés ; au conseil et soutien au développement d'un écosystème innovant ; à la digitalisation des TPME et la promotion de l'innovation et au renforcement des compétences numériques (digital skills) des acteurs publics et privés.

A travers toutes ces structures rattachées, le MENTD interagit avec tous les autres ministères dans le cadre de l'axe stratégique 3 de la FdR 2025 : « moderniser le pays et renforcer ses structures ». Spécifiquement, il interagit par exemple avec le Ministère de l'Agriculture à travers le projet Agri-PME qui facilite la distribution des subventions des engrais agricoles, en faisant du téléphone mobile des agriculteurs, un véritable porte-monnaie électronique. Il interagit avec le ministère de la finance inclusive, à travers le Fonds national de la finance inclusive, pour déployer les produits tels que "Accès des Jeunes aux Services Financiers (AJSEF)¹² et "Accès des Agriculteurs aux Services Financiers" (AGRISEF)¹³.

Bien d'autres initiatives développées par divers acteurs contribuent à structurer le secteur et les interventions :

- **GIZ** : Elle a lancé la Plateforme ATINGI d'accompagnement des entrepreneurs en ressources techniques et numériques. Elle a déployé le projet Africa Cloud afin de permettre l'accessibilité des cours élaborés sur ATINGI. Elle appuie les secteurs privé et public sur différentes initiatives (Togo Digital Awards, Programme de Développement Économique Durable ProDeD), Forum sur l'Entrepreneuriat Numérique et Estudiantin (ENES), Programme Scaling digital Agriculture Innovations through Startups (SAIS).
- **Organisation internationale de la francophonie (OIF)** : Le projet D-CLIC lancé en 2022 avec ENERGY GENERATION au Togo vise à renforcer les compétences des jeunes de l'espace francophone en matière de

12 AJSEF" a pour but de permettre l'accès à 20.000 jeunes en fin d'apprentissage et jeunes diplômés sans emploi ayant la volonté de se prendre en charge, de participer à l'inclusion financière.

13 Le crédit "AGRISEF" est destiné à renforcer le dispositif national de financement des activités agricoles en développant des mécanismes appropriés et durables afin de permettre à un grand nombre de petits exploitants d'accéder aux produits et services financiers répondant à leurs besoins.

numérique afin d'accroître leurs chances d'accéder à des emplois décents, en entreprise et dans l'entrepreneuriat.

- **PNUD** : Elle met en œuvre ou appuie diverses initiatives telles que le Programme AcceLab ; Togo Digital Awards ; la digitalisation des actes d'état civil ; la digitalisation des services publics ; l'appui en équipements informatiques à la presse togolaise ; l'appui aux solutions numériques développées lors de la COVID-19 ; l'appui à la digitalisation des PME touchées par la COVID lors du programme RFA ; l'appui à la digitalisation à l'Université de Lomé ; l'appui au lancement du portail dénommé investir au Togo ; le financement de la mise en place des incubateurs étatiques.
- **OpenStreetMap (OSM)** : C'est une communauté de contributeurs au Togo, active depuis 2013 avec pour but d'appuyer l'action humanitaire et l'aide au développement par l'expansion communautaire du projet de cartographie libre OpenStreetMap et l'usage de ses techniques cartographiques au sein d'une approche basée sur les principes du logiciel libre et du partage de données ouvertes. Son projet "Mia Tou Togo" a été récompensé au Togo Digital Awards 2023.
- **CAGECFI** : C'est un cabinet d'expertise Informatique et de Management, créé en 2001 avec son siège social à Lomé au Togo. Il est spécialisé dans le consulting, la formation, l'édition et le déploiement de solutions numériques, digitales et informatiques de gestion à l'usage de différentes institutions du secteur public, privé, des systèmes financiers et institutions de microfinance.

La plupart des initiatives existantes dans le secteur sont des impulsions dispersées par différents acteurs (privés comme publics). Il manque une dynamique intégrative qui puisse permettre aux acteurs publics et privés de réaliser ensemble la transformation digitale avec les ressources locales tout en mettant en commun leurs capacités. Ceci impacte l'essor de l'innovation et le développement d'un écosystème numérique (mise en place et réseau d'entreprises digital, institutions de recherche, incubateurs, etc.) dynamique. L'écosystème numérique est en construction ; seuls quelques acteurs sont spécialisés dans la digitalisation.

Pour pallier ce manque de synergie, le projet « Transformation digitale de l'économie togolaise », mis en œuvre avec l'appui de GIZ, se propose d'améliorer la mise en relation synergique des initiatives publiques et privées pour la transformation digitale du Togo. Le projet opère sur trois axes : (i) accompagnement des acteurs publics numériques clés dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets de transformation digitale avec la participation du secteur privé ; (ii) amélioration de la coopération entre les acteurs publics et privés pour renforcer l'écosystème numérique innovant ; (iii) soutien de la transformation digitale des PME des secteurs économiques phares du Togo.

Le projet vise comme groupes cibles des acteurs du secteur public (avec un accent sur l'Agence Togo Digital (ATD) et du secteur privé togolais (startups et PME numériques, prestataires d'accompagnement avec une spécialisation sur le numérique et des PME classiques). Sur la Figure 4 est schématisé le réseau des relations entre les acteurs du secteur du numérique.

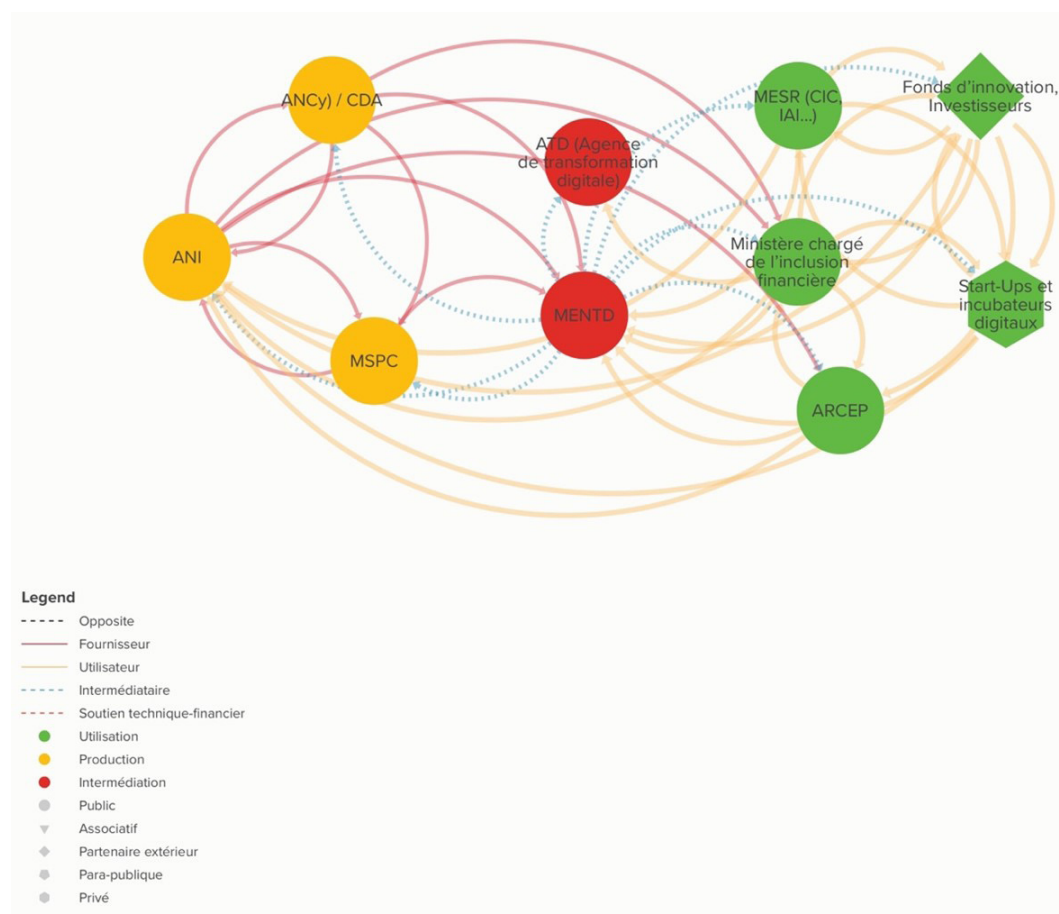


Figure 4 : Réseau des relations entre les acteurs du secteur de l'environnement

Principaux instruments d'orientation en matière de politique informées par les données probantes dans le pays

● 3.2.1. Instruments politiques, stratégiques et programmatiques

La formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques au Togo sont régies par un cadre politique, stratégique et programmatique (Tableau 10).

Tableau 10 : Instruments d'orientation

N°	Domaines	Politiques et stratégies
01	Instruments transversaux	• Feuille de route gouvernementale 2020-2025 ; • Guide harmonisé de l'élaboration des politiques et stratégies ; • Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS) 2020-2024 ; • Document-cadre du système national de planification (2017) ; • Guide méthodologique de suivi-évaluation des politiques sectorielles ; • Glossaire sur le concept de la planification ; • Manuel de procédure d'implantation de la chaîne PPBSE.
02	Systèmes alimentaires (sécurité alimentaire, nutrition, environnement institutionnel et durabilité des systèmes alimentaires, commerce régional)	• Politique Agricole assortie du Plan Stratégique pour la Transformation de l'Agriculture au Togo à l'horizon 2030 (PA-PSTAT 2030) ; • Document de Politique agricole pour la période 2016-2030 ; • Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN 2021-2026) ; • Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (PRSA/FRSP) 2022-2026 ; • Stratégie Nationale de Développement de la Riziculture (SNDR 2019-2030) ; • Schéma Directeur pour l'Agriculture Irriguée (SDAI).
03	Développement Humain (emploi, protection sociale, SSR)	• Plan Sectoriel de l'Education (PSE) 2020-2030 ; • Politique Nationale de l'Emploi (2012) ; • Politique Nationale de Protection Sociale 2020-2029 ; • Politique Nationale de la Santé à l'Horizon 2030 ; • Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) 2023-2027 ; • Plan d'Action National budgétisé de Planification Familiale 2017-2022 ; • Politique Nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre au Togo (PNEEG), 2019 ; • Stratégie Nationale d'Equité et d'Egalité de Genre (SNEEG), 2019 • Code foncier, 2018 ; • Politique Nationale de Développement à la Base (PNDB 2024-2035) ; • Politique Nationale des Mesures Sanitaires et Phytosanitaires (PNSPS) 2024-2033 ; • Politique Nationale de la Jeunesse (2023-2030) ; • Politique Nationale de Migration (2024-2034).
04	Transformation numérique, (l'économie digitale, la finance digitale, l'intelligence artificielle, la cybersécurité)	• Déclaration de Politique du secteur de l'économie numérique pour la période 2018-2022 • Stratégie « Togo Digital 2025 » • Politique nationale des TICE, 2021-2030

N°	Domaines	Politiques et stratégies
05	Environnement (changement climatique ; Transition vers des économies à faible empreinte carbone)	• Politique Nationale de l'Environnement, 2011 ; • Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques (PNACC), 2017 ; • Programme d'Appui à la Lutte contre le Changement Climatique, la Protection de la Biodiversité et l'agroécologie (PALCC+), 2017 ; • Plan National d'Adaptation (2018) ; • Stratégie nationale pour la mise en œuvre de l'économie verte et du développement durable, 2018- 2030 ; • Rapport sur la contribution prévue déterminée au niveau national (CDN), 2021 ; • Stratégie nationale de Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts et au stock de carbone dans le sol (REDD+), 2021 ; • Quatrième communication nationale sur les changements climatiques (juin 2022) ; • Projet d'investissement et de résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest (WACA ResIP) ; • Résolutions de la table ronde sur les engrais et la santé des sols (du 30 au 31 mai 2023 à Lomé) ; • Feuille de route 2025 : projet P35 (en réponse aux risques climatiques majeurs à travers le reboisement) et P36 (axée sur la mobilité verte).

Pour l'amélioration de la qualité des données et de la statistique, un certain nombre de programmes, projets et actions ont été mis en œuvre ou sont en cours, notamment les suivants :

- La création au sein de l'Université de Kara d'un programme de Master en planification et suivi-évaluation (2015) qui a permis de former, à ce jour, 74 étudiants dont 59 hommes et 15 femmes ;
- La création par décret présidentiel du 7 février 2022, d'une Direction de la Planification, des Statistiques et du Suivi-Evaluation au sein des ministères sectoriels afin d'optimiser l'animation des fonctions de planification, de production des statistiques et de suivi-évaluation des actions entreprises ;
- L'organisation de la Semaine Nationale de l'Evaluation (SNE 2023) sous le thème « Contribution de l'évaluation à la performance des politiques publiques », qui contribue à faciliter la mise à disposition de données de qualité, pour la prise des décisions basées sur des preuves en vue de politiques efficaces et efficientes qui produisent des impacts pour les populations » ;
- L'appui à l'établissement d'un système de suivi et d'évaluation (S&E) orienté vers la prise de décision basée sur les données probantes au

sein du Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, en partenariat avec IDinsight. Ce projet intervient dans le cadre du Pôle régional pour l'application des connaissances et l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes en Afrique de l'Ouest (Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal, Togo) ;

- L'étude exploratoire régionale par le Programme Ouest Africain de Renforcement de Capacités et d'Evaluation d'Impact (WACIE) avec pour objectif général de comprendre la capacité institutionnelle existante dans les huit pays de l'UEMOA en matière de commande, mise en œuvre et utilisation des résultats d'évaluation d'impact ;
- Le Service d'assistance du Programme WACIE qui est un nouveau dispositif pour accompagner l'usage des données probantes en Afrique de l'Ouest. Basé au Secrétariat du programme WACIE au Bénin, en coopération avec le bureau d'IDinsight à Dakar, le service d'assistance travaille principalement avec les gouvernements et autres institutions dans les pays de l'UEMOA.

● 3.2.2. Instruments législatifs d'orientation relatifs aux données probantes

Les activités liées à la production des données, des statistiques, à la recherche, etc., sont inscrites dans un cadre légal comme suit :

- La loi n°2011-014 du 03 juin 2011 définit les principes fondamentaux et le cadre institutionnel régissant les activités et le fonctionnement du Système statistique national pour la production, la sécurisation et la diffusion des statistiques publiques ;
- La loi n°97-14 du 10 septembre 1997 et n°2000-002 du 11 janvier 2000, portant statuts des Universités du Togo ;
- La loi N° 2017-055 d'orientation de l'enseignement supérieur et de la recherche du 19 juin 2017 ;
- La loi n°2008-005 du 30 janvier 2008 relative aux transactions électroniques ;
- La loi n° 2018-026 du 07 décembre 2018, modifiée par la loi n°2022-009 du 24 juin 2022 sur la cybersécurité et la lutte contre la cybercriminalité ;
- La loi n° 2019-014 du 29 octobre 2019 relative à la protection des données à caractère personnel.

Principaux besoins en capacités pour la production, l'accès et l'utilisation des données probantes

Les besoins en capacité par catégories d'acteurs (producteurs, utilisateurs, intermédiation), sont présentés dans le Tableau 11.

Tableau 11 : Besoins en capacité par catégories d'acteurs

Catégorie d'acteurs	Besoins en capacités des acteurs	Acteurs concernés
Producteurs de données	• Manque de personnel qualifié en statistique, économétrie, science des données, numérique ; • Renforcement des capacités sur les techniques et outils de collecte, de traitement et d'analyse des données, y compris la modélisation, les logiciels d'analyse de données ; • Utilisation de technologies innovantes (IA...) pour la production des DP ; • Maîtrise des outils et logiciels statistiques ; • Mobilisation de ressources financières adéquates pour la production de données probantes ; • Compétences techniques en matière de communication et de vulgarisation des résultats de recherche ; • Infrastructures statistiques et informatiques ; • Assurance qualité et éthique ; • Pertinence, fiabilité, disponibilité à temps et sécurisation des données ; • Architecture des données et capacités de synthèse pour présenter les données probantes sous un format accessible (claire, concis et attrayant) aux décideurs ; • Besoins de coordination entre les acteurs ; • Capacités en capitalisation des données ; • Méthodologie d'études, de recherche et de publication de données ; • Méthodologie de suivi et d'évaluation.	Acteurs présentant les besoins : • Structures de recherche ; • Directions de planification ; • Structures déconcentrées de l'administration ; • Organisations de la société civile ; • Cabinets. Acteurs pouvant être associés • INSEED • Les universités et centres de formation en planification Types de formation • Formation initiale ; • Formation continue (séminaires de formation en présentiel, développement des MOOC, etc.) • Blended learning ;

Catégorie d'acteurs	Besoins en capacités des acteurs	Acteurs concernés
Utilisateurs de données	• Culture de la recherche et de l'utilisation des données probantes pour informer les politiques et orienter les prises de décision ; • Capacité à identifier et mobiliser les données probantes pertinentes pour les politiques publiques ; • Accès aux données sur les plateformes internationales et diverses sources de données ; • Capacité à analyser les données probantes et à en tirer des conclusions pour la prise de décision ; • Capacité à utiliser les données probantes pour le suivi et l'évaluation des politiques publiques ; • Capacités en recherche de l'information, en analyse, en traitement et en utilisation des données disponibles ; • Assurance qualité et éthique dans l'utilisation des données ; • Système de gestion de l'information et de la documentation ; • Interopérabilité des systèmes d'information.	Acteurs présentant les besoins : • Décideurs (présidence, ministres sectoriels, SGG, primature, cour des comptes, etc.) • Directions de l'administration publique et parapublique • Directions de planification • Partenaires au développement • ONG Acteurs pouvant être associés • INSEED • Les universités et centres de formation en planification • Cabinets d'expertise Types de formation • Formation continue et sensibilisation Autres actions • Sensibilisation sur l'importance des DP • Plaidoyer pour la mise en place de ressources pour la production et l'utilisation des DP
Intermédiaires	• Capacités en recherche de données et en analyses statistiques ; • Capacités de compréhension et d'interprétation des données ; • Capitalisation, valorisation et diffusion des données ; • Connaissances des textes/lois en matière de DP.	Acteurs présentant les besoins : • Structures de recherche • Directions de planification • Structures déconcentrées de l'administration • Organisations de la société civile • Cabinets Acteurs pouvant être associés • INSEED • Les universités et centres de formation en planification Types de formation • Formation initiale • Formation continue (séminaires de formation en présentiel, développement des MOOC, etc.) • Formations spécifiques sur l'intermédiation des données

Au plan systémique, les avancées notées ces dernières années sont :

- **Le renforcement de capacités** : des efforts ont été faits pour renforcer les capacités des institutions nationales en matière de production et d'utilisation des données probantes.
- **L'appui des partenaires techniques et financiers** : les partenaires techniques et financiers, tels que la Banque mondiale et le PNUD, appuient le Togo dans ses efforts pour renforcer la production et l'utilisation des données probantes.
- **Le développement des compétences** : des formations et ateliers sont organisés pour renforcer les compétences des acteurs nationaux en matière de production et d'utilisation des données probantes. À cet effet, les techniciens des travaux statistiques ont été formés et mis à disposition des ministères et institutions de la République. Une structure de formation en planification est créée à l'Université de Kara à cet effet.

Malgré les progrès réalisés, il existe encore des défis à relever pour améliorer la production et l'utilisation des données probantes dans le cycle des politiques au Togo et en particulier les suivants :

- **Du manque de données** : Il existe encore des lacunes dans la disponibilité des données sur certains sujets clés, notamment les ressources naturelles, l'environnement et le changement climatique, l'énergie, la maîtrise de l'eau, l'économie bleue, la dimension genre, etc.
- **La qualité des données est souvent sujette à caution du fait de l'absence d'un dispositif de contrôle et d'assurance qualité des données ;**
- **La diffusion des données** : les données produites ne sont pas toujours diffusées de manière accessible et utile aux utilisateurs ;
- **L'utilisation des données** : les données probantes ne sont pas toujours utilisées de manière optimale pour éclairer les décisions politiques.

Plusieurs défis institutionnels et techniques se posent en effet au système de l'EPS. Il s'agit entre autres :

- **Assurance qualité des données** : il n'existe pas encore de dispositif national qui certifie ou contraint les acteurs sur la qualité des données produites et utilisées. Toutefois, l'INSEED a lancé, avec l'appui de la CEA, le processus de mise en place d'un cadre national d'assurance qualité, devant regrouper tous les acteurs de l'écosystème des données statistiques.
- **Insuffisance de coordination et de collaboration entre les institutions** : il est noté une insuffisance de coordination et de collaboration entre les différentes institutions qui produisent et utilisent les données

probantes ;

- **Faibles capacités institutionnelles** : certaines institutions manquent des capacités techniques et humaines nécessaires pour collecter, analyser et utiliser les données probantes. Ce qui limite leur capacité à utiliser les données pour informer les politiques.
- **Culture de prise de décision non basée sur les données** : la prise de décision n'est pas toujours basée sur les données probantes, mais plutôt sur des considérations politiques.
- **Manque de données de qualité** : les données probantes sont pour la plupart du temps incomplètes, inexactes ou peu fiables. Ce qui limite leur utilité pour la prise de décision.
- **Coût élevé des données** : l'accès aux données probantes est coûteux. Ce qui limite leur mobilisation et leur utilisation par les institutions aux ressources limitées.
- **Appui du Ministère de la planification du Développement et de la Coopération (MPDC) dans les processus de PP** : il est constaté que le MPDC qui est habilité à accompagner et certifier les processus d'élaboration et de validation des documents de politiques publiques n'est pas souvent sollicité par les acteurs, en particulier par manque d'informations des secteurs sur les processus d'élaboration des documents de politique et de stratégie au Togo.
- **Utilisation du guide d'élaboration des politiques et stratégies** : les ministères et institutions de la République ne connaissent pas suffisamment le guide d'élaboration des politiques et stratégies et donc n'en suivent pas souvent les orientations.
- **Opérationnalisation des structures de planification des ministères** : dans la plupart des ministères et institutions de la République, les structures de planification, des statistiques et du suivi-évaluation disposent de ressources (humaines, matérielles et techniques) limitées, ce qui ne leur permet pas d'être véritablement opérationnelles.
- **Redevabilité** : la non-systématisation de l'évaluation à mi-parcours et finale des documents stratégiques et opérationnels, surtout ceux financés sur ressources internes.
- **Renforcement de capacités** : il n'existe pas suffisamment de programmes de renforcement de capacités adaptés et d'appui à la mise en place de systèmes de gestion des données.

02

**Besoins critiques
et innovations dans
l'utilisation des données
probantes dans les
processus décisionnels**

Besoins actuels et critiques en données probantes

Les concertations et entretiens individuels ont mis en lumière d'importants besoins en données probantes pour guider les processus décisionnels. Ces besoins sont synthétisés dans le Tableau 12.

Tableau 12 : Besoins actuels et critiques en données probantes

Processus décisionnels	Nature du besoin en données probantes	Points d'attention
Domaine : Systèmes alimentaires		
Stratégie nationale de promotion de la consommation locale	• Répertoire des biens et services locaux ; • Facteurs déterminants du choix des produits de consommation.	Acteurs concernés • Ministère de la consommation locale • Directions de l'agriculture • Chambres de commerce Acteurs à impliquer : • ITRA • DSID • ONG : INADES, RAFIA • Organisations paysannes • Associations de consommateurs
Mécanisme incitatif de financement agricole (MIFA)	• Diagnostic des besoins, de la demande et du potentiel du marché ; • État des lieux sur les chaînes de valeur prioritaires pour la sécurité alimentaire ; • Etude sur les besoins de financement du secteur agricole ; • Diagnostic des difficultés/contraintes à l'octroi des prêts par le secteur financier ; • Performance du secteur agricole ; • Indicateurs de base du projet	Acteurs concernés • Ministère de l'agriculture • Direction de la planification du MIFA • Directions de l'agriculture • Chambres de commerce Acteurs à impliquer : • ITRA, CNS • DSID • ONG : INADES, RAFIA, CORAF • Organisations et coopératives paysannes • Partenaires : FIDA, BAD, Fédération nationale des groupements de producteurs de coton (FNGPC), ARISE Special Economic Zone et PIA.

Processus décisionnels	Nature du besoin en données probantes	Points d'attention
YOLIM ¹⁴	• Cartographie des acteurs du secteur ; • Données sur les capacités et besoins des petits exploitants agricoles en matière d'intrants (semences, engrais, pesticides, inoculum) ; • Étude sur les équipements agricoles adaptés aux besoins des exploitants.	Acteurs concernés • Ministère en charge de l'agriculture • Ministère en charge de l'économie numérique • Ministère de l'économie et des finances • Chambres de commerce Acteurs à impliquer : • ITRA, • MCACL • DSID • ONG : INADES, RAFIA • Organisations paysannes • Partenaires : Togocom et Moov Togo
PRODAT (Agropoles)	• Indicateurs de base • Cartographie des zones agroécologiques • Données sur les besoins en infrastructures agricoles et de soutien, d'accès au marché et à la transformation • Besoins en infrastructures de recherche • Données sur la mécanisation de l'agriculture	Acteurs concernés • Ministère en charge de l'agriculture • Unité de gestion du projet Acteurs à impliquer : • ITRA, • DSID • ANGE • ONG : INADES, RAFIA • Organisations paysannes • Partenaires : BAD/FAD

14 YOLIM est un programme de crédit digital, à taux zéro, par lequel l'Etat, en partenariat avec les banques et les opérateurs de téléphonie mobile Togocom et Moov Togo, octroie un prêt aux petits exploitants agricoles, pour l'achat d'intrants (semences, engrais, pesticides, inoculum) et la location d'équipements agricoles.

Processus décisionnels	Nature du besoin en données probantes	Points d'attention
Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (PRSA/FRSP)	- Données de base du projet - Etude de base sur la résilience alimentaire - Etude de base sur l'agriculture climato-intelligente au niveau des exploitations et des paysages - Etude de marché - Etude sur les risques agricoles et les capacités des acteurs à y faire face - Evaluations	Acteurs concernés - Ministère en charge de l'agriculture - Unité de gestion du projet - Agence régionale d'agriculture (ARA) Acteurs à impliquer : - ITRA, ICAT - DSID - Universités (UL et UK) et centres de recherche (IFDC) - INSEED - Agence de transformation agricole (ATA) - ANGE - ONG : INADES, RAFIA - Organisations paysannes - Cabinets d'expertise - Partenaires : Banque mondiale, Royaume des Pays-Bas, GAFSP, GRIF, FAO, CGIAR, IITA, OMM, CREWS, FIDA, BAD, AFD, etc.
PNIASAN 2017 - 2026	- Evaluation mi-parcours (2022) - Evaluation finale (2026) - Etude d'impact (2027)	Acteurs concernés - Ministère en charge de l'agriculture - Unité de gestion de projet Acteurs à impliquer : - Universités (UL et UK) et centres de recherche (IFDC) - INSEED - Partenaires : FAO, FIDA, BAD, CORAF, etc.
Système national de la recherche agricole	- Evaluation des besoins des entreprises agricole ; - Données sur la production agricole	Acteurs concernés - Ministère en charge de l'agriculture - ITRA, ICAT - DSID Acteurs à impliquer : - Agence de transformation agricole (ATA) - ANGE - ONG : INADES, RAFIA - Organisations paysannes - Cabinets d'expertise - Partenaires : FAO, FIDA, BAD, etc.

Processus décisionnels	Nature du besoin en données probantes	Points d'attention
Revue Biennale de l'engagement de Malabo (améliorer la productivité agricole en Afrique)	• Etudes thématiques sexo désagrégées (nutrition, résilience climatique, emploi, genre • Etudes (indicateurs) sur la croissance et la transformation de l'agriculture	Acteurs concernés • Ministère en charge de l'agriculture Acteurs à impliquer : • ITRA, ICAT, DSID • Agence de transformation agricole (ATA) • ANGE • ONG : INADES, RAFIA • Organisations paysannes • Cabinets d'expertise
Politique nationale sur l'agriculture biologique	• Données d'évaluation à mi-parcours de la stratégie • Capitalisation pour une mise à l'échelle des expériences réussies	Acteurs concernés • Ministère en charge de l'agriculture • Ministère en charge de l'environnement Acteurs à impliquer : • Universités (UL et UK) et centres de recherche • ITRA, ICAT, DSID • ANGE • ONG : INADES, RAFIA, JVE • Organisations paysannes • Cabinets d'expertise
Programme d'appui aux populations vulnérables ¹⁵	• Données désagrégées sur les populations vulnérables • Cartographie de la pauvreté	Acteurs concernés • Présidence de la République • Primature • Unité de gestion du projet • Agence nationale du développement à la base Acteurs à impliquer : • Universités (UL et UK) et structures de recherche (ITRA, ICAT, DSID, INSEED) • ONG : INADES, RAFIA,

15 Ce programme a été mis en place par décret 2015-086/PR 26/11/2015

Processus décisionnels	Nature du besoin en données probantes	Points d'attention
Programme d'urgence pour la résilience	• Etude sur l'état et les besoins en infrastructures de base dans les localités concernées • Etude sur l'offre et la demande de services sociaux de base (santé, éducation, eau, hygiène et assainissement, administration territoriale, etc.)	Acteurs concernés • Présidence de la République • Primature • Unité de gestion du projet • Agence nationale du développement à la base Acteurs à impliquer : • Universités (UL et UK) et structures de recherche (ITRA, ICAT, DSID, INSEED) • ONG : INADES, RAFIA,
Domaine : Développement humain		
Projet d'Appui à l'Employabilité et à l'Insertion des Jeunes dans les Secteurs Porteurs (PAEIJ-SP)	• Cartographie des besoins • Cartographie des PME/PMI • Cartographie des groupements agricoles • Indicateurs de base du projet • Base de données du projet	Acteurs concernés : • Cabinet du MDBJEJ • SGG • Primature • ANADEB • Direction de la planification • Unités de gestion de projet Acteurs à impliquer : • Universités (UL et UK) et structures de recherche (ITRA, ICAT, DSID, INSEED) • ANPE, ANVT, ONE, INSEED • ANPGF-PME/PMI • Ministère du travail • Ministère de l'action sociale • Cabinets privés
Politique nationale du développement à la base	• Production des données en termes d'inclusion économique et sur les principaux secteurs du développement à la base	Acteurs concernés : • Cabinet du MDBJEJ • Primature • ANADEB • Direction de la planification Acteurs à impliquer : • Universités (UL et UK) et structures de recherche • ANPE, ANVT, ONE, • Ministère de l'action sociale • ONG de développement • Organisations à Base Communautaire • Cabinets privés

Processus décisionnels	Nature du besoin en données probantes	Points d'attention
Politique nationale de la jeunesse	• Production des données de références par catégories sociales et définition de la valeur des indicateurs	Acteurs concernés : • Cabinet du MDBJEJ • Primature • ANADEB Acteurs à impliquer : • Universités (UL et UK) et structures de recherche • Conseil national des jeunes (CNJ) • ANPE, ANVT, ONE, INSEED • Patronat • Ministère de l'action sociale • Cabinets privés • ONG et associations de jeunes
Politique nationale d'égalité et d'équité genre	• Actualisation des données sur les VBG • Données de références désagrégées • Valeurs cibles	Acteurs concernés : • Cabinet du MASPFA Acteurs à impliquer : • Universités (UL et UK) et structures de recherche • ONG et associations de défense des droits des femmes : GF2D, REFAMP, • Cabinets privés
Politique nationale de l'action sociale	• Données de références désagrégées • Valeurs cibles	Acteurs concernés : • Cabinet du MASPFA Acteurs à impliquer : • Universités (UL et UK) et structures de recherche • ONG et associations de défense des droits des femmes : GF2D, REFAMP, • Cabinets privés
Politique nationale du bien-être de l'enfant	• Données de références désagrégées • Valeurs cibles	Acteurs concernés : • Cabinet du MASPFA Acteurs à impliquer : • Universités (UL et UK) et structures de recherche • ONG et associations de défense des droits des femmes : GF2D, REFAMP, • Cabinets privés

Processus décisionnels	Nature du besoin en données probantes	Points d'attention
Stratégie nationale de développement du préscolaire en cours d'élaboration	- Données de références désagrégées - Valeurs cibles	Acteurs concernés : - Cabinet du MEPST - STP/PSE - Groupes des partenaires Acteurs à impliquer : - INSEED - ONG du secteur : CNT/EPT - Cabinets privés
Plan sectoriel de l'éducation	- Données de références désagrégées - Valeurs cibles	Acteurs concernés : - Cabinet du MEPST - STP/PSE - Groupes des partenaires Acteurs à impliquer : - INSEED - ONG du secteur : CNT/EPT - Cabinets privés
Politique nationale de la santé	Production des données de références désagrégées et définition des indicateurs et cibles	Acteurs concernés : - Cabinet du MSHAUS - SGG - Primature Acteurs à impliquer : - Universités (UL et UK) et structures de recherche - INSEED - ONG du secteur - PTF : PMS, ONUSIDA, USAID - Cabinets privés
Plan national de développement sanitaire	Production des données de références désagrégées et définition des indicateurs et cibles	Acteurs concernés : - Cabinet du MSHAUS - SGG - Primature Acteurs à impliquer : - Universités (UL et UK) et structures de recherche - INSEED - ONG du secteur - PTF : PMS, ONUSIDA, USAID - Cabinets privés

Processus décisionnels	Nature du besoin en données probantes	Points d'attention
Politique nationale de la protection sociale (cours d'élaboration)	• Production des données de références désagrégées et définir les indicateurs et cibles	Acteurs concernés : • Cabinet du MFPTDS • Direction de la protection sociale Acteurs à impliquer : • MPDC • INSEED • ONG du secteur • Cabinets privés • Organisations syndicales • Organisations patronales • PTF : BIT
Politique nationale de l'emploi	• Production des données sur le secteur informel	Acteurs concernés : • Cabinet du MFPTDS • SGG • Primature • DGE Acteurs à impliquer : • ANPE • ANVT • ONE • INSEED • Organisations syndicales • Organisations patronales • Cabinets privés
Domaine : Transformation numérique		
Stratégie Togo Digital 2025	• Données sur la digitalisation nationale (taux de couverture, taux de pénétration...) • Données sur les acteurs de l'écosystème numérique (acteurs publics et privés)	Acteurs concernés : • Cabinet du MENTD • SGG • Primature • Ministère de la sécurité • Agence Togo Digital • Direction de la planification • Documentation nationale Acteurs à impliquer : • INSEED • Ministères sectoriels • Secteur privé (banques) • PTF • ANCyR • Cabinets privés

Processus décisionnels	Nature du besoin en données probantes	Points d'attention
Projet sur l'accélération de la digitalisation (100 M US)	- Données sur la digitalisation nationale ; - Données issues autres secteurs (administratifs, sanitaire etc.)	
e-ID Togo ¹⁶	- Données sur la digitalisation nationale ; - Données issues autres secteurs (administratifs, sanitaire, etc.)	
e-gouv	- Données sur l'état d'avancement de l'interconnexion des bâtiments de l'administration publique - Données pour apprécier le niveau de modernisation et de dématérialisation des services publics. - Données sur la qualité des services	
Environnement Numérique du Travail (ENT)	Données sur les besoins en outils Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans les établissements scolaires	Acteurs concernés : - Cabinet du MEPST - STP/PSE - Groupes des partenaires Acteurs à impliquer : - INSEED - ONG du secteur : CNT/EPT - Cabinets privés
Domaine : Environnement		
Elaboration des futures Contributions Déterminées Nationales (CDN)	Production des données climatologiques, océanographiques, concernant l'adaptation et l'atténuation	Acteurs concernés : - Ministère en charge de l'environnement - Ministère en charge de l'agriculture Acteurs à impliquer : - Universités (UL et UK) et structures de recherche (CRCC, LaRBE, etc.) - ANGE - ONG du secteur : JVE, PASVD - PTF : PNUD, PNUE, FEM - Cabinets privés

16 Le projet d'identification nationale biométrique dénommé « e-ID Togo » a pour objectif d'attribuer à toute personne physique de nationalité togolaise ou résidant au Togo un numéro d'identification unique (NIU) sur la base de ses données démographiques et biométriques. Ces données ainsi que les NIU permettront ainsi de mettre en place une base de données centrale, sécurisée et fiable qui servira de référence pour la vérification de l'identité des bénéficiaires de services publics, privés ou sociaux

Processus décisionnels	Nature du besoin en données probantes	Points d'attention
Elaboration des prochaines Communications nationales sur les changements climatiques	• Inventaire des GES, énergie, foresterie et autre affectation des terres et agriculture	
Politique forestière	• Produire des données sur la couverture forestière et taux de reboisement	
Politique de gestion des ressources naturelles	• Production des données sur les besoins en ressources en eaux et les taux de couvertures.	Acteurs concernés : • Ministère en charge des mines et de l'énergie Acteurs à impliquer : • Universités (UL et UK) et structures de recherche (CRCC, LaRBE, DGMG, etc.) • ANGE • ONG du secteur : JVE, PASYD • PTF : PNUD, PNUE, • Cabinets privés
Stratégie d'électrification	• Production des données sur les aspects énergétique, changement climatique, démographique	Acteurs concernés : • Ministère en charge de l'environnement • Ministère en charge de l'agriculture Acteurs à impliquer : • Universités (UL et UK) et structures de recherche (CRCC, LaRBE, etc.) • ONG et réseaux du secteur : AT2ER, ROSCET, SAERT • Cabinets privés : KYA Energie group

Expériences innovantes d'utilisation de données probantes dans les processus décisionnels

La dynamique de promotion des politiques fondées sur les données probantes au niveau national doit être le plus inspirée par de bonnes pratiques environnantes, quand elles existent. Conscients de ce fait, les efforts ont aussi été portés dans le sens de l'identification des expériences innovantes en la matière.

● **Expérience 1 : Développement d'un pôle d'utilisation des données numériques**

En 2020, les mesures strictes mises en place pour lutter contre la pandémie Covid-19 ont eu des impacts socio-économiques importants au Togo. Rapidement, l'État togolais a mis en œuvre le programme d'aide sociale « Novissi » sous forme de transferts monétaires, conçu pour soutenir les populations les plus vulnérables et relancer l'économie. Pour décider de l'éligibilité des inscrits et en l'absence d'un Registre Social Unique (RSU) complet et à jour, une plateforme numérique, permettant de croiser des données téléphoniques et des informations issues du fichier électoral, a été mise en place.

Aussi, à la suite du succès de « Novissi », le Gouvernement a-t-il collaboré avec une équipe de recherche pour améliorer les méthodes d'identification des bénéficiaires des aides sociales. Sur la base de cette étude, le Gouvernement a décidé de la mise en œuvre d'une infrastructure numérique complète de données numériques ainsi que l'expansion de leur utilisation pour une meilleure orientation des aides sociales. À cet effet, le Gouvernement a entrepris avec l'Agence Nationale d'Identification (ANID) du Togo, le Ministère de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale en partenariat avec Innovations for Poverty Action (IPA), de développer un pôle d'utilisation des données numériques pour améliorer tant en portée qu'en impact les programmes de protection sociale au Togo (Novembre 2023 à Août 2024). L'objectif est de poursuivre la numérisation des services sociaux du pays et d'utiliser au mieux les données collectées pour aider à la prise de décisions publiques. Il permettra d'outiller l'ANID en matière de : (i) la recherche, la collecte, la gestion et l'analyse des données ; (ii)

l'interopérabilité des différentes plateformes de collecte et d'utilisation des données ; (iii) le suivi et l'évaluation des programmes.

● **Expérience 2 : Les données au service de la qualité des soins : l'expérience de Integrate health (Santé Intégrée)**

Integrate health a mis en place une stratégie de recherche-action qui consiste à mener des travaux de recherche pour pouvoir mieux évaluer et comprendre les points forts et les lacunes du continuum de soins, afin de garantir aux femmes et aux enfants des services de qualité. Elle réimagine la manière dont la santé communautaire peut être fournie en associant la science de la mise en œuvre et l'expertise des communautés. À ce titre, Santé Intégrée s'est associée à l'Albert Einstein College of Medicine de New York pour mener des recherches rigoureuses et pragmatiques sur la mise en œuvre, visant à améliorer la prestation des soins. L'organisation exploite les données issues de ces travaux de recherche pour comprendre non seulement si une intervention fonctionne, mais aussi comment et pourquoi elle fonctionne ou échoue. L'approche de SI est fortement collaborative, consistant à impliquer des chercheurs nationaux et à travailler aux côtés des gouvernements et des communautés locales pour mettre en œuvre et analyser une approche intégrée destinée à renforcer la prestation de soins de santé primaires et à éclairer les politiques et stratégies de santé.

Cette stratégie a été utilisée par exemple dans l'opérationnalisation de la Chaîne de Valeur de la Prestation de Soins (CVPS) en tant qu'approche de gestion et d'amélioration continue de la qualité pour renforcer les services de lutte contre le VIH/SIDA fournis au Nord du Togo. Ainsi, la démarche de recherche-action a permis d'identifier 28 lacunes spécifiques dans la prestation de services qui ont été ensuite intégrées dans un plan stratégique d'amélioration de la qualité spécifique aux services VIH/SIDA existants dans le nord du Togo.

● **Expérience 3 : L'approche qualité : l'expérience de GIZ et du Ministère de la Santé dans le cadre du projet ProSanté.**

Depuis 2018, le Ministère Fédéral Allemand du Développement met en œuvre à travers la GIZ le projet « Renforcement du système sanitaire – Santé reproductive et droits sexuels (ProSanté) ». Ce projet a pour objectif d'améliorer la santé de la population du Togo, particulièrement dans le domaine de la Santé Sexuelle et Reproductive et des Droits (SSRD). Ainsi, une équipe de 26 personnes appuie le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique et de l'Accès Universel aux Soins (MSHPAUS) sur les champs d'intervention du projet dans le but d'augmenter la qualité et l'utilisation des services de base, surtout dans la santé reproductive et sexuelle à Kara et à Lomé. Ce système comprend, entre autres, la mise en place de cercles de qualité, la réalisation d'audits trimestriels, l'élaboration de plans

d'amélioration de la qualité sur fonds propres et la réalisation d'enquêtes de satisfaction des patients ou utilisateurs. Le Suivi Axé sur les Résultats (SAR) constitue une norme minimale assurant la qualité des projets de la GIZ. Le SAR comprend des approches complémentaires différentes qui fournissent des données pertinentes pour le pilotage des Projets, notamment des enquêtes de satisfaction et d'insatisfaction, des études dites « KOMPASS », des évaluations à mi-parcours et finales.

Spécifiquement, l'enquête « KOMPASS » permet d'injecter, par une collecte ouverte et systématique, les points de vue des acteurs clés dans le système de SAR et complète les mesures habituelles d'avancement faites au moyen d'indicateurs quantifiés. Conformément aux règles internes de la GIZ, l'approche KOMPASS doit être mise en œuvre au moins une fois au cours du projet, de préférence à mi-parcours, afin de permettre aux acteurs clés de bien connaître le projet et d'être en mesure de détecter ses points aveugles en évitant la « cécité institutionnelle ». C'est ainsi qu'au cours de la première phase du projet ProSanté, une enquête a permis d'évaluer la qualité de fait du point de vue technique. En avril 2021, une enquête de satisfaction des utilisateurs a été développée afin d'appréhender la qualité perçue par les clients et la communauté. Parallèlement, une enquête de satisfaction des prestataires a été réalisée pour décrire leur point de vue sur les conditions de travail. D'octobre 2022 à mars 2023, une enquête KOMPASS a été réalisée sur deux thèmes connexes : (i) l'insatisfaction des utilisateurs des Unités de Soins Périphériques (USP) appuyées par le projet ProSanté et (ii) l'impact de la gratuité temporaire des services de contraception. Cette approche permet ainsi, durant le processus d'implémentation du projet de disposer de données permettant de prendre des décisions pour réorienter, au besoin, les interventions et les stratégies y afférentes et surtout pour améliorer les services.

● **Expérience 4 : Institutionnalisation du genre dans les ministères sur la base des résultats des audits genre**

Malgré les avancées réalisées au cours des dernières années, la promotion équitable des hommes et des femmes dans l'administration reste confrontée à d'importants défis. Pour pallier cette difficulté, le Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Aphabétisation (MASPFA) a préconisé l'ancrage du genre dans les divers départements ministériels sur la base d'une démarche allant des « audits genre » à l'institutionnalisation du genre dans les ministères sectoriels.

L'audit participatif de genre est à la fois un outil et un processus s'appuyant sur une méthodologie participative qui permet de collecter des données permettant de faire l'état des lieux de l'équité genre dans les institutions, à partir de sept domaines : l'institutionnalisation et la gestion pour l'égalité des sexes, les capacités internes, l'environnement favorable, la gestion des connaissances et la communication, les programmes et projets, les

partenariats, les impacts et résultats. Ainsi, avec l'appui du PNUD, une phase expérimentale portant sur l'audit genre a été réalisée en 2016 au niveau de trois ministères pilotes : le Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire et de la Formation Professionnelle (MEPSFP); le Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (METFP) et le Ministère de la Santé et de la Protection Sociale (MSPS).

Partant des résultats des audits genre, le Ministère de l'Action Sociale a choisi, en 2017, d'entamer le processus d'institutionnalisation du genre dans les ministères audités avec l'élaboration des plans d'action pour la mise en œuvre des recommandations issues de l'audit et le renforcement des capacités desdits ministères sur la planification et la budgétisation sensibles au genre, les stratégies de mobilisation de ressources, etc. L'audit genre a ainsi fourni des données de base qui ont permis de faire le choix des orientations stratégiques et des actions opérationnelles à mettre en œuvre pour corriger les inégalités de genre révélées.

● **Expérience 5 : Budgétisation Sensible au Genre (BSG)**

La feuille de route gouvernementale 2020-2025, accorde une place importante à la question du genre à travers son axe stratégique 1, intitulé : **« renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et garantir la paix »**. À cet effet, le Togo s'est engagé depuis 2021 dans l'opérationnalisation de la Budgétisation Sensible au Genre (BSG). Concrètement, la budgétisation sensible au genre est une approche qui vise à réduire les inégalités de genre dans les processus de planification, de programmation et de budgétisation pour plus d'impact et d'efficacité du budget. Cette démarche permet de concrétiser la mise en œuvre de la Politique Nationale pour l'Équité et de l'Égalité de Genre (PNEEG).

La démarche implique une évaluation des budgets existants en incluant une perspective de genre à tous les niveaux du processus budgétaire, ainsi qu'une restructuration des revenus et des dépenses dans le but de promouvoir l'égalité de genre. La première étape consiste donc à poser un diagnostic (analyse des budgets selon le genre), grâce à la collecte de données de base, permettant d'apprécier le niveau de sensibilité au genre des budgets. Cette analyse genre des budgets et le document de Budget sensible au genre qui en découle, servent à prendre des décisions stratégiques en termes d'amélioration de l'allocation de ressources en considération de la dimension du genre, permettant ainsi de réduire les inégalités et de renforcer l'inclusion. Pour l'exercice budgétaire 2023, par exemple, le gouvernement pour l'exercice de budgétisation sensible au genre a couvert huit ministères et une institution de la république, en l'occurrence la Cour des comptes. Cet exercice a permis de prendre en compte, dans le cadrage macro-budgétaire du Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP 2023-2025), les dépenses prévues pour le genre.

● **Expérience 6 : Réforme du budget programme**

De 2014 à 2020, le Togo a procédé à l'internalisation des directives de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), portant cadre harmonisé de gestion des finances publiques dans les États membres, dont celle du budget programme. En effet, le budget programme, mode de gestion dans lequel le Togo a basculé depuis le 1er janvier 2021, est fondé sur le principe de la gestion axée sur la performance et repose sur des instruments modernes de gestion. Aujourd'hui, l'ensemble des ministères et des institutions de la République élaborent et mettent en œuvre chaque année un Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD). Les DPPD sont accompagnés de Projets Annuels de Performance (PAP) préparés par programme budgétaire. Le budget programme de l'État est ensuite obtenu par synthèse des différents DPPD et PAP. La mise en œuvre du budget programme est sanctionnée par des Rapports Annuels de Performance (RAP) élaborés par programme budgétaire et qui constituent des annexes à la loi de règlement.

L'expérience du budget programme est une illustration parfaite des mécanismes de gestion axée sur les résultats. Le budget programme est un instrument qui a facilité la mise en place d'un cadre cohérent de planification stratégique, de gestion des risques, de suivi du progrès et d'évaluation des résultats, permettant ainsi l'exploitation de l'information pour l'apprentissage et la prise de décision.

● **Expérience 7 : L'initiative Data Must Speak**

Data Must Speak (DMS) est une initiative mondiale mise en œuvre depuis 2014 et qui vise à combler le manque d'évidences afin d'atténuer la crise de l'apprentissage en utilisant les données existantes. La recherche DMS sur les modèles positifs est cocrée et mise en œuvre conjointement avec les ministères de l'Éducation et des partenaires clés. Elle s'appuie sur des méthodes mixtes et des approches innovantes (telles que l'approche modèle positive, les sciences du comportement, la recherche sur la mise en œuvre et la science de la mise à l'échelle) pour produire des connaissances et des enseignements pratiques sur "ce qui fonctionne", "pourquoi", et "comment" mettre à l'échelle ces solutions locales.

Au Togo, en dépit des efforts des pouvoirs publics et de plusieurs réformes éducatives récentes (notamment les réformes concernant les programmes scolaires, ainsi que les politiques relatives aux cycles secondaires, à l'alimentation scolaire et aux enseignants), des défis en matière d'accès, d'équité, de qualité et de gestion restent à relever dans le système éducatif togolais. Malgré ces défis, certaines écoles obtiennent de meilleurs résultats que d'autres, même dans des zones défavorisées. En identifiant ces établissements qualifiés d'écoles modèles positives et les bonnes pratiques qui font leur succès, des enseignements importants peuvent

être tirés afin d'améliorer les apprentissages au Togo et contribuer à la mise en œuvre efficiente du Plan sectoriel de l'éducation 2020-2030. Dans ce contexte, le projet de recherche DMS sur les écoles modèles positives étudie les solutions locales pour améliorer la qualité de l'éducation au Togo. La première étape du projet a consisté à réaliser une analyse statistique en s'appuyant sur le Système d'Information sur la Gestion de l'Éducation (SIGE) et les résultats aux examens nationaux afin d'identifier les facteurs associés à la performance des établissements scolaires et de quantifier leurs effets. À partir de cette approche, des policy briefs sont élaborés. Diverses notes ont été élaborées sur la question du personnel enseignant, les questions de genre, les ressources au niveau des établissements scolaires, etc. Elles visent à éclairer le dialogue sur les politiques éducatives au Togo.

● **Expérience 8 : Le mécanisme de partage de connaissances et d'innovations (KIX)**

Le mécanisme de partage de connaissances et d'innovations (KIX) est une initiative du Partenariat Mondial pour l'Éducation (GPE) mise en œuvre par le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI). Basé au sein de l'Institut de la Francophonie pour l'Éducation et la Formation (IFE) à Dakar au Sénégal, le Centre régional KIX Afrique 21 vise à améliorer les politiques éducatives et les pratiques des pays à travers le partage de connaissances et d'innovations dans le domaine de l'éducation pour 21 pays de l'Afrique francophone et lusophone. L'objectif est d'amener les pays du Centre KIX Afrique 21 à institutionnaliser la culture du partage et de capitalisation des innovations et des connaissances entre toutes les parties prenantes et l'utilisation systématique des données probantes dans les processus de formulation et de mise en œuvre de leurs politiques éducatives.

Les principaux axes du programme sont : (i) la production et le partage des connaissances et des innovations (études et recherches sur des thématiques d'intérêt commun, des postdoctorats, production de données probantes, etc.) ; (ii) la mobilisation et le partage des connaissances et d'innovations (soutien aux processus d'élaboration des pactes de partenariat PME, ateliers de dialogue politique, orientation des politiques éducatives et des plans sectoriels, etc.) et (iii) le renforcement des capacités (renforcement des dispositifs nationaux d'évaluation de l'apprentissage et de Systèmes de Gestion de l'Éducation (SIGE/EMIS), soutien technique aux pays sur les thématiques prioritaires nationales et régionales, formation sur la mise à l'échelle en lien avec les partenaires KIX). Grâce à ce projet, le Togo s'est doté d'un Système d'Information et de Gestion de l'Éducation (SIGE) qui contribue à étayer les politiques et la planification en matière d'éducation par des données de qualité et actualisées.

● **Expérience 9 : Une concertation de haut niveau avec la société civile sur le travail domestique non rémunéré et l'économie du soin**

Le travail domestique non rémunéré n'est pas reconnu par le contrôle et la comptabilité internationale. Il reste donc largement méconnu dans les discussions de nombreux pays sur la croissance économique et la politique macroéconomique. Or les Objectifs de Développement Durable (ODD), en leur point 5.4, recommandent la valorisation de ce travail. C'est pourquoi, dans le cadre du projet Counting Women's Work, le « Population Référence Bureau (PRB) » travaille en partenariat avec le Centre Régional de Recherche en Économie Générationnelle (CREG) et l'Université de Californie à Berkeley (siège du projet Valorisation du travail des femmes) pour appuyer l'estimation du temps que les femmes consacrent aux travaux domestiques non rémunérés et sa contribution aux économies nationales. En mesurant les travaux domestiques non rémunérés des femmes, les équipes de recherche permettent d'expliquer plus facilement la valeur totale des contributions des femmes à l'économie d'un pays et les contraintes imposées par le temps requis pour ce travail spécifique. Ces équipes peuvent aider à identifier les barrières à lever afin de réduire les contraintes de temps des femmes et identifier et/ou modéliser des solutions politiques potentielles.

Dans la suite logique du processus, le CREG et le PRB, en partenariat avec le Réseau des Femmes Africaines, Ministres et Parlementaires (REFAMP), ont lancé conjointement, en février 2024 à Lomé, une concertation de haut niveau dont l'objectif est de partager les résultats de la recherche avec diverses parties prenantes, notamment des organisations de défense des droits de la femme au Togo. Cette rencontre est censée orienter, sur la base des résultats des analyses, les politiques publiques en lien avec le travail décent. In fine, la démarche consiste à collecter et utiliser des données probantes pour (i) améliorer la conception de politique et l'accès aux services adaptés aux besoins des femmes, en particulier tels qu'identifiés par l'utilisation du temps des femmes dans les activités marchandes (fourniture de biens et services rémunérés) et les activités non marchandes (travail domestique non rémunéré) ; (ii) mettre en place des infrastructures sociales et physiques améliorées qui réduisent la « pauvreté de temps » ou la « charge de temps » des femmes et des filles et bâtir des politiques économiques plus inclusives en matière de genre élaborées en tenant compte de l'effet ou de l'impact sur la charge des soins donnés par les femmes.

● **Expérience 10 : Des dossiers d'investissement (investment case) comme instruments stratégiques d'aide à la décision et de plaidoyer**

En vue de soutenir la mise en œuvre de la FRG, le projet « Amélioration du financement du développement pour la réalisation des ODD au Togo »,

financé par le Fonds conjoint pour les Objectifs de Développement Durable (SDGs Fund), a été mis en œuvre de juillet 2020 à décembre 2022, par le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF). Ce programme vise globalement, à travers la mise en place d'un Cadre National de Financement Intégré (CNFI) et d'actions ciblées, à contribuer à créer les conditions d'une augmentation des ressources pour soutenir le financement des ODD ainsi que les priorités nationales inscrites dans la nouvelle vision gouvernementale adoptée en octobre 2020 et contenue dans la feuille de route gouvernementale Togo 2025.

Dans le cadre de ce projet conjoint, des dossiers d'investissement ont été élaborés dans les domaines sociaux tels que l'éducation, la nutrition, la santé, l'eau, l'hygiène et l'assainissement, en vue de permettre au gouvernement de disposer d'évidences pour comprendre le lien entre le développement social et la croissance économique d'une part, et d'outils basés sur les données probantes pour mieux orienter le financement du développement d'autre part. Chaque dossier d'investissement comprend un certain nombre d'études interdépendantes assorties de documents d'orientation, notamment : l'analyse de la situation, l'estimation de l'espace budgétaire disponible au plan national, l'analyse de l'efficacité des dépenses du secteur et la formulation d'une stratégie sectorielle de financement, prenant en compte l'ensemble des sources de financement potentielles à savoir les sources publiques (budget de l'État, aide publique au développement) et les sources privées (secteur privé, Fondations privées, coopération bilatérale ou multilatérale, contribution des ménages et les apports des organisations de la société civile).

Ces dossiers d'investissement qui rassemblent de précieuses données probantes constituent de véritables instruments stratégiques d'aide à la décision et de plaidoyer. Ils sont appelés à être utilisés pour le plaidoyer auprès des principales parties prenantes nationales et internationales, notamment les membres du gouvernement, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers, afin d'améliorer le financement des secteurs concernés au cours des prochaines années. Par ailleurs, ils ont souligné les outils qui doivent être mis en place pour mieux financer ces secteurs et accélérer la réalisation des ODD y afférents.

● **Expérience 11 : Appui à l'établissement d'un système de suivi et d'évaluation (S&E) orienté vers la prise de décision basée sur les données probantes**

L'IDinsight est une structure qui utilise des données et des preuves pour aider les dirigeants à lutter contre la pauvreté dans le monde. Elle a développé un vaste portefeuille de recherches dans le domaine de l'éducation internationale. C'est à cet effet qu'un partenariat a été conclu entre cette ONG et le Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse

et de l'Emploi des Jeunes (MDBJEJ) au Togo en vue d'accompagner ce dernier dans sa volonté de fonder ses décisions de politique publique sur des données rigoureuses pour réduire la pauvreté dans le pays. Ce projet intervient dans le cadre du pôle régional pour l'application des connaissances et l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes en Afrique de l'Ouest : Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal, Togo. À travers ce partenariat, l'objectif fixé est d'appuyer l'initiative de réduction de la pauvreté du MDBJEJ en élaborant des solutions de Suivi et d'Évaluation (S&E) visant à permettre à ce dernier de suivre de manière efficace la performance de ses projets et programmes. Cela favorisera la prise de décision basée sur les données probantes au sein du Ministère, contribuant ainsi à améliorer son impact.

● **Expérience 12 : Des données au service de la gestion environnementale**

La question environnementale est au centre de la problématique du développement durable. Or au Togo, divers diagnostics réalisés ont révélé le faible niveau de l'information environnementale. Les relations entre les structures de l'information environnementale sont peu coordonnées ou inexistantes. Pour y remédier, le Togo s'est engagé depuis 2014, dans un processus de développement des statistiques environnementales. Ce processus vise à renforcer les statistiques de l'environnement en prenant en compte tous les nouveaux développements conceptuels, méthodologiques et stratégiques pour le suivi des Objectifs du Développement Durable (ODD) et d'autres exigences internationales.

C'est à cet effet que le Projet d'Amélioration du Système d'Information Environnementale du Togo (PASJET) a été lancé en 2019 avec comme objectif de contribuer à l'édification et au renforcement d'un mécanisme de surveillance et de mesure des progrès dans le cadre du suivi des ODD ainsi que de la mesure de la durabilité environnementale et écologique. Ce projet vise à permettre au Togo de se conformer aux normes internationales avec l'élaboration du premier annuaire des statistiques de l'environnement du pays, du premier recueil méthodologique des statistiques de l'environnement et du premier Rapport sur l'État de l'Environnement du Togo (REET) qui constitue une des priorités du Cadre d'Investissement Stratégique pour la Gestion de l'Environnement et des Ressources Naturelles au Togo (CISGERN, 2018-2022) et un outil d'aide à la décision sur la base des informations fournies.

Après le rapport de l'État sur l'environnement, le pays a lancé en 2020 son premier Plan Stratégique de Développement des Statistiques de l'Environnement (PSDSE), découlant de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDSE-II) du Togo qui préconise l'élaboration des stratégies sectorielles de développement de la statistique. Le plan permettra d'avoir une vue holistique du secteur pour

orienter, aussi bien les actions des décideurs que celles des partenaires, dans une perspective d'amélioration du cadre de vie, de préservation de l'environnement et de développement durable.

● **Expérience 13 : Centre d'Excellence Régional sur les Sciences Aviaires (CERSA)**

Le CERSA fait partie des 53 Centres d'Excellence Africains initiés par la Banque Mondiale dans des établissements d'enseignement supérieur en Afrique de l'Ouest et du Centre pour former des diplômés qualifiés et faire de la recherche appliquée permettant de répondre aux défis de développement régional. Entre autres objectifs, le CERSA vise à promouvoir l'excellence dans l'enseignement supérieur, la formation professionnelle, la recherche-développement, l'appui-conseil et une valorisation des acquis dans la filière avicole.

Au titre de son plan d'action, les travaux de recherche du CERSA ont abordé plusieurs thématiques de recherche en lien avec la filière produits avicoles, notamment la caractérisation et les techniques de production avicole, la couvaison et la production des poussins d'un jour, la modernisation de la production avicole, l'alimentation, la gestion des exploitations avicoles, la transformation des produits avicoles et la socio-économie de la filière. Ces travaux de recherche, en collaboration avec les institutions partenaires, ont conduit à 24 articles scientifiques qui ont été publiés dans des journaux indexés dans le Scopus. Ces publications qui constituent des canaux de valorisation des résultats de la recherche contribuent à impacter les choix et stratégies des décideurs et acteurs de la filière. Par ailleurs, sa démarche étant ancrée dans la recherche-action, les résultats des travaux de recherche au CERSA sont implémentés dans les centres de production avicole de l'institution et vulgarisés auprès des acteurs de la filière. Ils sont également exploités pour le renforcement de capacités des acteurs du secteur.

Conclusion

La longue crise socio-politique qu'a traversée le Togo dans les années 90 a entraîné une importante dégradation des conditions de vie des populations et a sapé les fondamentaux du développement. Elle s'est en effet traduite par l'amputation d'une bonne partie des moyens financiers de l'État, du fait de la suspension de l'aide extérieure. Dans ces conditions, bien que d'importants progrès aient été réalisés sur la voie du développement, le pays doit encore relever de nombreux défis pour parvenir à une croissance durable et à large assise.

Prenant la mesure de la situation, le Gouvernement a lancé un vaste chantier de réformes pour relever ces défis, en définissant un certain nombre de priorités dans le cadre de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025, notamment (i) la réduction de la pauvreté et des inégalités ; (ii) la promotion de la croissance économique inclusive ; (iii) l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base ; (iv) le développement des infrastructures ; (v) la promotion de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption ; (vi) la préservation de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques ; (vii) les réformes du budget programme et de la budgétisation sensible au genre ; (viii) la diversification de l'économie ; (ix) le développement du secteur numérique ; (x) le développement du capital humain ; (xi) la promotion de l'innovation et de l'entrepreneuriat ; (xii) le renforcement de la cohésion sociale et de la participation citoyenne.

Ces différentes priorités, pour être adressées, doivent faire l'objet de politiques, programmes et projets pertinents, c'est-à-dire adaptés aux besoins réels des populations. Or ceci n'est possible sans la disponibilité de données probantes. Dans tous les cas, les études de cas ont démontré que l'utilisation des données probantes doit être prise en compte pendant le processus d'élaboration des politiques, pas seulement à sa fin. Les concertations organisées par ACED et IPAR avec les acteurs de l'écosystème des données probantes, de la recherche et des politiques de développement au Togo, ont confirmé l'existence de besoins réels en matière de production et d'utilisation de données dans le cadre de l'élaboration des politiques de développement. En effet, même si les acteurs consultés ont reconnu que, progressivement, s'installe au Togo la culture de l'utilisation des données probantes à des fins de développement et de mise en œuvre des politiques, ils ont surtout souligné les gaps capacitaires qui sont encore importants. C'est la raison pour laquelle, chacune des priorités définies par le Gouvernement constitue une fenêtre d'opportunité pour les interventions du Centre d'Excellence EPA.

Par ailleurs, l'élaboration du document de référence du développement économique et social du Togo (la Feuille de route gouvernementale 2020-

2025) arrive bientôt à terme, ce qui constitue une opportunité pour offrir des services d'évaluation de la FdR, de renforcement de capacités, d'assurance qualité des données, etc. Ces services contribueront à orienter l'élaboration d'une nouvelle politique de développement national. Par ailleurs, une fois le nouveau document de référence adopté, il s'agira de réviser les politiques sectorielles pour les arrimer aux nouvelles orientations. Ceci offrira également des opportunités de collaboration entre le Centre d'Excellence EPA et les Ministères. En outre, il a été constaté que l'écosystème de l'EPS est déstructuré, désarticulé et marqué par l'absence de synergie devant faciliter l'harmonisation des approches, outils et processus. Le Centre pourrait se positionner comme leader pour apporter son expertise pour une meilleure réorganisation des acteurs de l'écosystème. Aussi, la pleine reconnaissance du rôle que peut jouer le Centre d'Excellence EPA dans les processus d'élaboration des politiques publiques, requiert-elle un ensemble de conditions favorables. Parmi ces conditions, figure la légitimité du Centre d'Excellence matérialisée par la pertinence de ses offres d'idées et de services. À ce titre, non seulement le Centre devra travailler à asseoir son indépendance d'idées et de positionnement stratégique, mais surtout à se constituer en structure leader pour l'appui technique, le renforcement de capacités des acteurs et leur accompagnement, en matière de production et d'utilisation des DP de qualité dans les processus politiques. Il pourrait aussi jouer un rôle central en matière de contrôle et d'assurance qualité des données produites par les acteurs. À cet effet, il s'agira prioritairement de nouer une relation partenariale et scientifique avec l'INSEED, qui est actuellement dans un processus de mise en place d'un dispositif national de contrôle et d'assurance qualité des données probantes.

L'un des enjeux majeurs pour le Centre d'Excellence EPA est de se positionner comme une structure jouant un rôle consultatif au bénéfice des décideurs politiques et acteurs de développement pour renforcer la qualité et la pertinence des politiques et programmes grâce à l'utilisation des données probantes. Pour ce faire, il devra être attentif à l'environnement multiforme dans lequel il s'installe. Tout compte fait, la littérature¹⁷ montre que tout Centre d'Excellence est le produit de son contexte et est intimement lié à celui-ci. Ses choix d'activités de recherche-action et même son impact devront être des réponses adaptées à ce contexte. D'où la nécessité, pour un positionnement stratégique, de bien identifier les intérêts, les préoccupations, les capacités des organismes publics et privés concernant l'utilisation des données probantes dans l'élaboration des politiques, leurs capacités à générer, demander et utiliser les données, les caractéristiques du système politique local, les acteurs en présence et les rapports de force existants. L'environnement est certes favorable, mais

17 On Think Tanks/CRDI/Fondation Hewlett, Créer un Think Tank : un guide pour les entrepreneurs en matière de politiques, 2011. https://onthinktanks.org/wp-content/uploads/2023/12/OTT_Creer-un-Think-Tank_02.pdf

la nécessaire légitimation viendra de la capacité du Centre d'Excellence à se positionner avec des offres pertinentes et adaptées au contexte et aux besoins des acteurs.

Annexes

Annexe 1 : Sigles et abréviations

ACED	: Centre Africain pour le Développement Équitable
ADRA	: Agence Adventiste d'Aide et de Développement
AFD	: Agence Française de Développement
AFRISTAT	: Observatoire Économique et Statistique de l'Afrique Subsaharienne
AGET	: Association des Grandes Entreprises du Togo
AGRISEF	: Accès des Agriculteurs aux Services Financiers
AJSEF	: Accès des Jeunes aux Services Financiers
ANADEB	: Agence Nationale de Développement à la Base
ANAMET	: Agence Nationale de la Météorologie
ANASAP	: Agence Nationale de Salubrité Publique
ANCy	: Agence Nationale de Cybersécurité
ANGE	: Agence Nationale de Gestion de l'Environnement
ANID	: Agence Nationale d'Identification
ANPC	: Agence Nationale de la Protection Civile
ANPE	: Agence Nationale Pour l'Emploi
ANPG	: Agence Nationale de Promotion et de Garantie des PME/PMI,
ANSAT	: Agence Nationale de Sécurité Alimentaire au Togo
ANVT	: Agence Nationale du Volontariat au Togo
API-ZF	: Agence de Promotion des Investissements de la Zone Franche
ASN	: Agence de Solidarité Nationale
APSP	: Plateforme Africaine pour la Protection Sociale
ARCEP	: Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes
ARAA	: Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation
ASOZOF	: Association des Sociétés de la Zone Franche
ASSAFETO	: Association des Sage-Femmes du Togo

AT2ER	: Agence Togolaise de l'Électrification rurale et des Énergies Renouvelables
ATBEF	: Association Togolaise pour le Bien-Être Familial
ATC	: Association Togolaise des Consommateurs
ATD	: Agence de Transformation Digitale
AUF	: Agence Universitaire de la Francophonie
BAD	: Banque Africaine de Développement
BOAD	: Banque Ouest-Africaine de Développement
BCEAO	: Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BIDC	: Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BIT	: Bureau International du Travail
CADERDT	: Centre Autonome d'Études et de Renforcement de capacités pour le Développement au Togo
CCA-NEE	: Cadre de Concertation des Acteurs non Étatiques pour l'Éducation
CCANET	: Cadre de Concertation des Acteurs non Étatiques pour la Santé
CCRAAT	: Cadre de Concertation des Acteurs de la Recherche Agricole et Agroalimentaire au Togo
CANESAN	: Cadre de Concertation des Acteurs non Étatiques pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
CCD	: Comités Cantonaux de Développement
CCIT	: Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo
CD2A/AREJ	: Centre de Développement Agroécologique et Artisanal
CDA	: Cyber Defense Africa
CEA	: Commission Économique pour l'Afrique
CEProDuC	: Centre d'Excellence sur la Protection Durable des Cultures
CERSA	: Centre d'Excellence Régional sur les Sciences Aviaires
CERViDA	: Centre d'Excellence Régional sur les Villes Durables en Afrique
CETOP	: Coordination Togolaise des Organisations Paysannes et de Producteurs agricoles
CFE	: Centre de Formalités des Entreprises
CVPS	: Chaîne de Valeur de la Prestation de Soins
CIDAP	: Centre International de Développement Agropastoral

CIPRES	: Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale
CISGERN	: Cadre d'Investissement Stratégique pour la Gestion de l'Environnement et des Ressources Naturelles au Togo
CLP	: Comités Locaux de Protection
CNDD	: Commission Nationale du Développement Durable
CNDS	: Conseil National du Dialogue Social
CNEJ	: Coalition Nationale pour l'Emploi des Jeunes
CNFI	: Cadre National de Financement Intégré
CNP	: Conseil National du Patronat du Togo
CNP-CSLP	: Comité National de Suivi et de Coordination de la Politique Nationale de Lutte contre la Pauvreté
CNPPS	: Comité National pour la Promotion de la Protection Sociale
CNRT	: Caisse Nationale de Retraite du Togo
CNSS	: Caisse Nationale de Sécurité Sociale
COSESC	: Coordination pour le Suivi et Évaluation par la Société Civile
CPES	: Cellule Présidentielle d'Exécution et de Suivi des projets
CRAF	: Centre de Recherche Agronomique de la Zone Forestière
CRAL	: Centre de Recherche Agronomique du Littoral
CRASH	: Centre de Recherche Agronomique de la Savane Humide
CRASS	: Centre de Recherche Agronomique de la Savane Sèche
CRAT	: Cercle Réflexion et Action pour le Togo
CRCC	: Centre de Recherche sur le Changement Climatique
CRDI	: Centre de Recherches pour le Développement International
CREG	: Centre Régional de Recherche en Économie Générationnelle
CRS	: Catholic Relief Services
CRT	: Croix Rouge Togolaise
CSI-Afrique	: Confédération Syndicale Internationale-Afrique
CTDT	: Centre de Transformation Digitale du Togo
CVD	: Comités Villageois de Développement
DP	: Données Probantes
DPBEP	: Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle

DPPD	: Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses
DPSSE	: Direction de la Planification, des Statistiques et du Suivi-Évaluation
DGAF	: Direction Générale de l'Autonomisation des Femmes
DGCC	: Direction Générale de la Cartographie et du Cadastre
DGGPF	: Direction Générale du Genre et de la Promotion de la Femme
DGMG	: Direction Générale des Mines et de la Géologie
DGPD	: Direction Générale de la Planification et du Développement
DSID	: Direction des Statistiques agricoles, de l'Informatique et de la Documentation
EPA	: Evidence Policy Action
EPS	: Evidence Policy System
ESA	: Ecole Supérieure d'Agronomie
ESTBA	: École Supérieure des Techniques Biologiques et Alimentaires
ESTETIC	: Entente des Spécialistes Togolais en Technologies de l'Information et de la Communication
FAIEJ	: Fonds d'Appui aux Initiatives Économiques des Jeunes
FAO	: Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture
FIDA	: Fonds International de Développement Agricole
FAD	: Fonds Africain de Développement
FDDC	: Fondation pour le Développement Durable et la Citoyenneté
FMI	: Fonds Monétaire International
FNFI	: Fonds National de la Finance Inclusive
FONGTO	: Fédération des Organisations Non Gouvernementales au Togo
GF2D/CRIFF	: Groupe de réflexion et d'action Femme, Démocratie et Développement/ Centre de Recherche, d'Information et de Formation pour la Femme
GIZ	: Deutsche gesellschaft für internationale zusammenarbeit
GITO	: Groupement des Industries du Togo
GRD	: Groupe de Réflexion sur la Décentralisation
IAI	: Institut Africain d'Informatique
ICAT	: Institut de Conseil et d'Appui Technique
IFDC	: Centre International pour la Fertilité des Sols

IFEF	: Institut de la Francophonie pour l'Éducation et la Formation
IFORD	: Institut de Formation et de Recherche Démographiques
INADES-FORMTION	: Institut Africain pour le Développement Économique et Social
INAM	: Institut National de l'Assurance Maladie
INFA	: Institut National de Formation en Agriculture
INFA	: Institut National de Formation en Agriculture de Tové
INSEED	: Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques
INSPIR-Togo	: International Network for Social Protection Rights of Togo
IPA	: Innovations for Poverty Action
IPAR	: Initiative Prospective Agricole et Rurale
ISMA	: Institut Supérieur des Métiers de l'Agriculture
ITRA	: Institut Togolais de Recherche Agronomique
JVE	: Jeune Volontaire pour l'Environnement
LARSE	: Laboratoire de Recherche sur les Agros Ressources et la Santé Environnementale
LBEV	: Laboratoire de Botanique et d'Écologie Végétale
LGTVD	: Laboratoire de Gestion, Traitement et Valorisation des Déchets
MAEDR	: Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural
MASPFA	: Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation
MCACL	: Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation Locale
MDHFCRIR	: Ministère des Droits de l'Homme, de la Formation à la Citoyenneté et des Relations avec les Institutions de la République
MEHV	: Ministère de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise
MENTD	: Ministère de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale
MERF	: Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières
MEPS	: Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire et technique
MESR	: Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
MIFOSI	: Ministère de l'Inclusion Financière et de l'Organisation du Secteur Informel
MFPTDS	: Ministère de la Fonction Publique, du Travail et du Dialogue Social

MPDC	: Ministère de la Planification du Développement et de la Coopération
MSPC	: Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile
OADEL	: Organisation pour l'Alimentation et le Développement Local
OBC	: Organisations à Base Communautaire
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Économique
OCDI	: Organisation de la Charité pour un Développement Intégral
ODEF	: Office de Développement et d'Exploitation des Forêts
OIF	: Organisation Internationale de la Francophonie
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
OPFA	: Organisation des Producteurs Forestiers et Agricoles
ONAP	: Office National des Aires Protégées
ONE	: Observatoire National pour l'Environnement
ONEF	: Observatoire National de l'Emploi et de la Formation
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
ONUSIDA	: Programme Commun des Nations Unies sur le VIH / Sida
OOAS	: Organisation Ouest-Africaine de la Santé
PAM	: Programme Alimentaire Mondial
PAP	: Projets Annuels de Performance
PAPS	: Plateforme Africaine pour la Protection Sociale
PASJET	: Projet d'Amélioration du Système d'Information Environnementale du Togo
PASYD	: Partage et Action en Synergie pour le Développement
PIA	: Plateforme Industrielle d'Adétikopé
PIPIDA	: Plateforme Interprofessionnelle pour le Développement durable du secteur Agricole
PNEEG	: Politique Nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre au Togo
PNRRC	: Plateforme Nationale de Réduction des Risques de Catastrophe
PNRCCVC	: Plateforme Nationale de Recherche sur le Changement Climatique et la Variabilité Climatique
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PPBSE	: Planification-Programmation-Budgétisation-Suivi-Évaluation

PRB	: Population Référence Bureau
ProSecAI	: Programme multisectoriel Sécurité Alimentaire et renforcement de la résilience
PRSA	: Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest
PSDSE	: Plan Stratégique de Développement des Statistiques de l'Environnement
PURS	: Programme d'Urgence de renforcement de la Résilience dans la région des Savanes
RAFIA	: Recherche Appui et Formation aux Initiatives d'Auto-développement
RAP	: Rapports Annuels de Performance
REDD+	: Réduction des Émissions dues à la Destruction et Dégradation des Forêts
REFAMP	: Réseau des Femmes Ministres et Parlementaires
ReTeVa	: Réseau Togolais des Évaluateurs
REET	: Rapport sur l'État de l'Environnement du Togo
RISSET	: Réseau Togolais d'Information Scientifique et Technique
ROSCCET	: Réseau des Organisations de la Société Civile sur le Climat et l'Environnement au Togo
ROSCI SR/PF	: Réseau des Organisations de la Société Civile intervenant dans la Santé de Reproduction et Planification Familiale
SAERT	: Synergie des Acteurs des Énergies Renouvelables au Togo
SDAI	: Schéma Directeur pour l'Agriculture Irriguée
SIGE	: Système d'Information sur la Gestion de l'Éducation
SIN	: Société d'Infrastructures Numériques
SDT	: Synergie pour le Développement du Togo
SYDD	: Synergie pour le Développement Durable
SNDR	: Stratégie Nationale de Développement de la Riziculture
SNDS	: Stratégie Nationale de Développement de la Statistique
SNEEG	: Stratégie Nationale d'Équité et d'Égalité de Genre
SNU	: Système des Nations Unies
SNSF	: Système National de Surveillance des Forêts
TBI	: Tony Blair Institute for global change

UA	: Union Africaine
UCAO	: Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest
UEMOA	: Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine
UNESCO	: Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
UNFPA	: Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UONGTO	: Union des Organisations Non Gouvernementales du Togo
URD	: Unité de Recherche Démographique
WASCAL	: Centre Ouest-Africain de Service Scientifique sur les Changements Climatiques et l'Utilisation adaptée des Terres

Annexe 2 : Liste des tableaux

Tableau 1 : Systèmes alimentaires (sécurité alimentaire, nutrition, environnement institutionnel et durabilité des systèmes alimentaires, commerce régional)	9
Tableau 2 : Développement Humain (emploi, protection sociale, SSR)	11
Tableau 3 : Environnement (changement climatique ; Transition vers des économies à faible empreinte carbone)	13
Tableau 4 : Transformation numérique, y compris l'économie digitale, la finance digitale, l'intelligence artificielle, la cybersécurité	15
Tableau 5 : Structures transversales	17
Tableau 6 : Plateformes de partage des données	19
Tableau 7 : Structures internationales et régionales phares de production de données	19
Tableau 8 : Cadres de dialogue thématique	21
Tableau 9 : Groupes de réflexion (Think Tanks)	22
Tableau 10 : Instruments d'orientation	34
Tableau 11 : Besoins en capacité par catégories d'acteurs	37
Tableau 12 : Besoins actuels et critiques en données probantes	42

Annexe 3 : Liste des figures

Figure 1 : Réseau des relations entre les acteurs du secteur des systèmes alimentaires	25
Figure 2 : Réseau des relations entre les acteurs du secteur du développement humain	28
Figure 3 : Réseau des relations entre les acteurs du secteur de l'environnement	30
Figure 4 : Réseau des relations entre les acteurs du secteur de l'environnement	33

Annexe 4 : Fonctionnement de l'écosystème

● Tableau annexe 4.1 : Fonctionnement de l'écosystème dans le domaine des systèmes alimentaires

Acteurs	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8	A9	A10	A11	A12	A13	A14
A1		> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <
A2	> <			> <				> <	> <			> <		> <
A3	> <			> <						> <			> <	> <
A4	> <	> <	> <			> <			> <	> <		> <	> <	> <
A5	> <						> <	> <		> <				> <
A6	> <	> <		> <				> <	> <	> <				> <
A7	> <					> <		> <		> <		> <		> <
A8	> <	> <			> <		> <		> <	> <		> <	> <	> <
A9	> <	> <		> <		> <		> <		> <		> <		> <
A10	> <		> <	> <	> <		> <	> <	> <		> <	> <	> <	> <
A11	> <		> <							> <	> <	> <	> <	> <

Acteurs	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8	A9	A10	A11	A12	A13	A14
A12	> <	> <	> <	> <					> <	> <			> <	> <
A13	> <		> <							> <	> <	> <		> <
A14	> <	> <	> <	> <	> <					> <	> <	> <	> <	

A1 : Ministre de l'Agriculture ; A2 : Ministère de la Santé ; A3 : Direction Générale de la Météo ; A4 : Ministère de l'Eau ; A5 : Ministère des Pistes Rurales ; A6 : Ministère des Mines et de l'Énergie ; A7 : Ministère Promotion Investissement ; A8 : Ministère du Commerce et de l'Industrie ; A9 : Association Togolaise des Consommateurs ; A10 : CETOP ; A11 : Ecoles et centres de formation et de recherche agricoles ; A12 : OADEL ; A13 : DSID ; A14. FAO.

● Tableau annexe 4.2 : Fonctionnement de l'écosystème dans le domaine du développement humain

Acteurs	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8	A9	A10	A11	A12	A13	A14	A15	A16	A17	A18	A19
A1		> <	> <	> <	> <	> <			> <	> <			> <	> <		> <		> <	
A2	> <		> <	> <	> <	> <	> <		> <	> <	> <	> <	> <	> <		> <	> <		
A3	> <	> <		> <	> <	> <	> <	> <			> <	> <		> <		> <		> <	
A4	> <	> <	> <		> <	> <		> <	> <					> <	> <	> <		> <	> <
A5	> <	> <	> <	> <		> <			> <	> <		> <	> <	> <		> <			

Acteurs	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8	A9	A10	A11	A12	A13	A14	A15	A16	A17	A18	A19
A6	> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <		> <	> <		> <					
A7			> <			> <	> <			> <	> <	> <		> <			> <	> <	
A8		> <		> <				> <			> <			> <	> <				
A9	> <	> <		> <	> <	> <				> <	> <			> <	> <	> <			
A10	> <				> <		> <	> <	> <	> <	> <	> <		> <		> <			
A11	> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <		> <		> <	> <		
A12			> <			> <	> <			> <	> <	> <		> <		> <			
A13	> <	> <		> <	> <				> <	> <	> <			> <		> <			
A14	> <	> <	> <	> <	> <	> <		> <	> <	> <	> <		> <	> <		> <		> <	
A15	> <			> <				> <	> <		> <								
A16	> <	><	> <	> <	> <				> <		> <	> <	> <	> <		> <		> <	> <
A17			> <					> <			> <						> <		
A18	> <			> <	> <						> <			> <		> <		> <	> <

Acteurs	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8	A9	A10	A11	A12	A13	A14	A15	A16	A17	A18	A19
A19			> <	> <					> <		> <					> <		> <	

A1. MASPFA ; A2. MDBJEJ ; A3. Ministre de la Fonction Publique ; A4. Ministre de la Santé ; A5. ANADEB ; A6. ANVT ; A7. Obs.NE ; A8. Universités ; A9. ONG ; A10. FAIEJ ; A11. ANPE ; A12. CNEJ ; A13. FNFI ; A14. Agences ONU ; A15. URD ; A16. Direction Protection Sociale ; A17. Afro baromètre ; A18. INAM ; A19. Assurances privées.

● Tableau annexe 4.3 : Fonctionnement de l'écosystème dans le domaine de l'environnement

Acteurs	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8	A9	A10	A11	A12	A13	A14	A15	A16	A17	A18
A1		> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <		> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <
A2	> <		> <	> <	> <	> <	> <	> <		> <	> <		> <	> <	> <		> <	> <
A3	> <	> <		> <	> <		> <	> <	> <	> <	> <		> <	> <	> <	> <	> <	> <
A4	> <	> <	> <				> <	> <		> <	> <		> <	> <	> <		> <	> <
A5	> <	> <	> <				> <	> <					> <	> <	> <	> <	> <	> <
A6	> <	> <	> <		> <		> <	> <					> <	> <	> <		> <	> <
A7	> <	> <	> <	> <	> <			> <		> <	> <		> <	> <	> <		> <	> <

Acteurs	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8	A9	A10	A11	A12	A13	A14	A15	A16	A17	A18
A8	> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <			> <	> <	> <	> <	> <	> <		> <	> <
A9	> <		> <											> <	> <	> <	> <	> <
A10	> <	> <	> <	> <			> <	> <			> <		> <	> <	> <		> <	> <
A11	> <	> <		> <		> <		> <		> <			> <	> <	> <		> <	> <
A12	> <			> <						> <							> <	
A13	> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <		> <	> <			> <	> <		> <	> <
A14	> <	> <		> <	> <	> <	> <	> <		> <	> <		> <		> <		> <	> <
A15	> <	> <		> <	> <	> <	> <	> <		> <	> <		> <	> <			> <	> <
A16	> <		> <						> <								> <	> <
A17	> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <					> <	> <	> <			> <
A18	> <	> <	> <	> <	> <		> <	> <					> <	> <	> <		> <	

A1. Ministère de l'Environnement ; A2. Ministère de l'Agriculture ; A3. Ministère des Mines et de l'Énergie ; A4. CRCC ; A5. JVE ; A6. PASVD ; A7. ANGE ; A8. ONE ; A9. AT2ER ; A10. WASCAL ; A11. Météo Togo ; A12. CERViDA-DOUNEDON ; A13. ANPC ; A14. Plateforme Réduction Catastrophe ; A15. ROSCET ; A16. SAERT ; A17. PNUD ; A18. FEM.

● **Tableau annexe 4.4 : Fonctionnement de l'écosystème dans le domaine de la transformation numérique**

Acteurs	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8	A9	A10
A1		> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <	> <
A2	> <		> <	> <		> <	> <			> <
A3	> <	> <		> <	> <	> <	> <	> <		> <
A4	> <	> <	> <		> <	> <			> <	
A5	> <	> <	> <	> <					> <	
A6	> <		> <	> <						
A7	> <		> <	> <				> <		> <
A8	> <		> <	> <			> <			> <
A9	> <		> <	> <	> <					
A10	> <	> <	> <	> <		> <	> <	> <		

A1. MENTD ; A2. Ministère chargé de l'Inclusion Financière ; A3. ATD (Agence de Transformation Digitale) ; A4. ANI (Agence Nationale d'Identification) ; A5. ANCy (Agence Nationale de Cybersecrité) / CDA (Cyberdefense Africa) ; A6. ARCEP (Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes) ; A7. Startups et incubateurs digitaux (Gozem, Nunya Lub...) ; A8. MESR (CIC, IAI...) ; A9. MSPC (Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile) ; A10. Fonds d'innovation, Investisseurs.

Annexe 5 : Liste des contributeurs (entretiens individuels)

N°	Catégories d'acteurs	Acteurs – Institution
Systèmes alimentaires (sécurité alimentaire, nutrition, environnement institutionnel et durabilité des systèmes alimentaires, commerce régional)		
1	Sphère politique / Administration pub.	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural
Développement Humain (emploi, protection sociale, SSR)		
2	Sphère politique / Administration pub.	Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes
3		Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation
Environnement (changement climatique ; Transition vers des économies à faible empreinte carbone)		
4	Recherche scientifique	Centre de Recherche sur le Changement Climatique
Transformation numérique, y compris l'économie digitale, la finance digitale, l'intelligence artificielle, la cybersécurité		
5	Recherche scientifique	Centre informatique et de calcul (CIC)UL
Structures transversales (Personnes ressources y compris)		
6	Société civile	INADES FORMATION

Annexe 6: Liste des acteurs à la concertation au Togo

Catégories d'acteurs	Acteurs – Institution
Systèmes alimentaires (sécurité alimentaire, nutrition, environnement institutionnel et durabilité des systèmes alimentaires, commerce régional)	
Sphère politique / Administration pub.	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement rural
	Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale
	Institut Togolais de Recherche Agronomique
Recherche scientifique	Centre d'Excellence Régional sur les Sciences Aviaires, UL
	Organisation pour l'Alimentation et le Développement Local
Société civile	Recherche Appui et Formation aux Initiatives d'Auto-développement

Développement Humain (emploi, protection sociale, SSR)

Sphère politique / Administration pub.	Université de Lomé
	Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes
	Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation
Recherche scientifique	Université de Lomé (Département de sociologie)
	Beris-Consulting
Société civile	Plan International Togo
	Association Togolaise pour le Bien-Être Familial
	Groupe de réflexion et d'action, Femme, Démocratie et Développement
Media	New World TV (politique, gouvernance locale, genre, questions de société)
	VOIXAFRICA au Togo (politique, stratégie, emploi des jeunes, économie)

Environnement (changement climatique ; Transition vers des économies à faible empreinte carbone)

Sphère politique / Administration pub.	Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières
	Ministère délégué auprès du président de la République chargé de l'Énergie et des Mines
Recherche scientifique	Centre de Recherche sur le Changement Climatique
Société civile	Jeune Volontaire pour l'Environnement
	Partage et Action en Synergie pour le Développement
Partenaires Tech. & Fin.	Union Européenne

Transformation numérique, y compris l'économie digitale, la finance digitale, l'intelligence artificielle, la cybersécurité

Sphère politique / Administration pub.	Ministère de la Planification du Développement et de la Coopération
	Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile
Recherche scientifique	Centre d'Informatique et de Calcul /Université de Lomé

Structures transversales (Personnes ressources y compris)

Sphère politique / Administration pub.	Primature
	Ministère de la Planification du Développement et de la Coopération
	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

Catégories d'acteurs	Acteurs – Institution
Recherche scientifique	Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques
	Centre Autonome d'Études et de Renforcement des capacités pour le Développement au Togo
	Institut National de la Recherche Scientifique
Société civile	Fédération des Organisations Non Gouvernementales au Togo
	INADES FORMATION (Institut Africain pour le Développement Économique et Social)
	Réseau Togolais des Évaluateurs

Bibliographie

- [1] ARCEP, Données du marché national de l'internet et des locations de capacités, 1er trimestre 2022.
- [2] GIZ, Rapport complet d'analyse de l'écosystème numérique au TOGO, 2022.
- [3] INSEED, Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM), 2018.
- [4] INSEED, Togo : Cartographie de la Pauvreté, 2017. <https://inseed.tg/rapports-danalyse/>.
- [5] Ministère de l'eau, de l'assainissement et de l'hydraulique villageoise. Plan d'Actions National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau – Togo (PANGIRE) 2010-2025.
- [6] On Think Tanks/CRDI/Fondation Hewlett, Créer un Think Tank : un guide pour les entrepreneurs en matière de politiques, 2011. https://onthinktanks.org/wp-content/uploads/2023/12/OTT_Creer-un-Think-Tank_02.pdf.
- [7] ORFAO, Bulletin d'information bimestriel de l'Observatoire Régional du Foncier rural en Afrique de l'Ouest (ORFAO) Numéro 01 | Octobre 2021.
- [8] République Togolaise : Renforcer la budgétisation sensible au genre au Togo, Virginia Alonso Albarran, Laura Gores, Amina Bambara Billa, Clemens Mungenast et Hajar Ben Ameer, Rapport d'assistance technique, FMI, Mars 2021.
- [9] République Togolaise, Budget programme de l'État 2024-2026.
- [10] République Togolaise, Décret n° 2012-69/PR du 07 novembre 2012 portant organisation et fonctionnement du conseil national de la statistique.
- [11] République Togolaise, Décret n°2015-020 / PR du 24 février 2015 fixant les attributions, l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques (INSEED).
- [12] République Togolaise, Document budgétaire sensible au genre, 2023.

- [13] République Togolaise, Document cadre de coopération pour le développement durable 2023 -2026.
- [14] République Togolaise, Feuille de route gouvernementale 2020-2025.
- [15] République Togolaise, Guide national de suivi-évaluation, 2016.
- [16] République Togolaise, Loi N° 2017-055 du 19 juin 2017 portant orientation de l'enseignement supérieur et de la recherche.
- [17] République Togolaise, Loi n° 2018-026 du 07 décembre 2018, modifiée par la loi n°2022-009 du 24 juin 2022 sur la cybersécurité et la lutte contre la cybercriminalité.
- [18] République Togolaise, Loi n° 2019-014 du 29 octobre 2019 relative à la protection des données à caractère personnel.
- [19] République Togolaise, Loi n°2008-005 du 30 janvier 2008 relative aux transactions électroniques.
- [20] République Togolaise, Loi n°2011-014 du 03 juin 2011 portant organisation de l'activité statistique au Togo.
- [21] République Togolaise, Loi n°2020-009 du 10 septembre 2020 relative à l'identification biométrique des personnes physiques au Togo « e-ID Togo ».
- [22] République Togolaise, Loi n°97-14 du 10 septembre 1997 et n°2000-002 du 11 janvier 2000, portant statuts des Universités du Togo.
- [23] République Togolaise, Plan d'Action National 2020-2024 de la République du Togo pour la Politique d'Intégration du Genre dans l'Accès à l'Énergie de la CEDEAO, 2020.
- [24] République Togolaise, Plan d'Action National d'Adaptation au Changement Climatique, 2017.
- [25] République Togolaise, Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques (PNACC), 2017.
- [26] République Togolaise, Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques (PNACC) de 2017.
- [27] République Togolaise, Plan National de Développement (PND), 2018-2022.

- [28] République Togolaise, Politique agricole assortie du Plan Stratégique pour la Transformation de l'Agriculture au Togo à l'horizon 2030 (PA-PSTAT 2030), 2015.
- [29] République Togolaise, Politique Nationale d'Egalité et d'Equité de Genre (2020-2030), 2020
- [30] République Togolaise, Programme d'Appui à la Lutte contre le Changement Climatique, la Protection de la Biodiversité et l'Agroécologie (PALCC+), 2017.
- [31] République Togolaise, Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (PRSA/FRSP) 2022-2026.
- [32] République Togolaise, Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN 2017-2026), 2021.
- [33] République Togolaise, Programme National d'Investissement Agricole, de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN), Plan d'Investissement 2017-2026. Version post-validation. https://agriculture.gouv.tg/wp-content/uploads/2020/06/PNIASAN-_apres-atelier-de-validation-_11_01_2018.pdf.
- [34] République Togolaise, Programme National de Reboisement du Togo 2017-2030, Phase 1 2017-2021, FAO TCP/TOG/3502.
- [35] République Togolaise, Projet d'Investissement et de Résilience des Zone Côtières en Afrique de l'Ouest (WACA ResIP), 2018.
- [36] République Togolaise, Projet de Développement des Agropoles au Togo (PRODAT 2017-2030).
- [37] République Togolaise, Quatrième Communication Nationale sur les Changements Climatiques, juin 2022.
- [38] République Togolaise, Stratégie Nationale de développement de l'agroécologie et de l'agriculture biologique au Togo 2020-2030, 2020.
- [39] République Togolaise, Stratégie Nationale de Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des forêts et au stock de carbone dans le sol (REDD+), 2021.
- [40] République Togolaise, Stratégie nationale pour la mise en œuvre de l'économie verte et du développement durable (2018- 2030).

- [41]** République Togolaise, Stratégie Togo Digital 2025 : Présentation détaillée de la stratégie, avril 2021.
- [42]** UNICEF, Data Must Speak – Togo, Déterminer les meilleures ressources pour le système éducatif togolais, 2022.
- [43]** UNICEF, Data Must Speak –Togo, Donner la chance de promotion et de réussite à toutes les filles : Recherche sur les écoles modèles positives pour améliorer les apprentissages au Togo, 2022.
- [44]** UNICEF, Data Must Speak-Togo, Investir dans la profession enseignante, 2022.
- [45]** Université de Lomé, Plan stratégique de développement 2015-2020 de l'Université de Lomé, 2015.
- [46]** Université de Lomé/CERSA, Rapport de gestion janvier-décembre 2022.

À propos des auteurs



Dr Sénamé Dodzi KOSSI est Docteur des sciences de l'homme et de la société, option sociologie du développement. Chercheur à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) depuis 2009, il est membre du collège des chercheurs du Laboratoire Dynamique Spatiale et Intégration Régionale (LadySIR). Il est également membre du Cercle Panafricain de Recherche sur la Sécurité, la Paix et le Développement (CPR-SPD). Depuis près de quinze ans, Dr Sénamé Dodzi KOSSI est consultant pour plusieurs organismes nationaux et internationaux sur diverses thématiques en lien avec le développement. Son engagement en faveur de la promotion de la recherche et de l'innovation lui a valu d'être nommé, en janvier 2024, Directeur national de la recherche scientifique et technique du Togo.



Kafui Hanou AMEKO est conseillère principale de jeunesse et spécialiste genre, avec une carrière dédiée au développement humain, en particulier sur les questions de jeunesse et de genre, ainsi qu'à la planification stratégique. Elle a travaillé une quinzaine d'années pour des structures internationales et l'administration togolaise, occupant des rôles clés dans divers ministères. Avant de rejoindre ACED en 2024 en tant que Facilitateur Pays au Togo, elle a été la Responsable du suivi de la Coopération entre le Togo et l'Union Européenne au Ministère de la Planification. Fondatrice de "Woman for Young Women" et de "l'École de vision", ses initiatives ont été reconnues par plusieurs organismes internationaux et médias pour leur impact social en Afrique.



MSc Ariel Hardy HOUESSOU est titulaire d'un Master en agronomie. Il a plus de 10 années d'expériences dans les politiques de développement en Afrique de l'Ouest. Ses expériences abordent le suivi-évaluation et l'apprentissage, l'analyse de genre et des vulnérabilités sociales et l'analyse systémique du développement durable. Il est le spécialiste senior en valorisation et partage des connaissances de ACED et assure la co-gestion de l'Initiative du Centre

d'Excellence Evidence Policy Action en Afrique de l'Ouest Francophone dans le cadre de l'initiative globale LEEPS.



Dr Rodrigue Castro GBEDOMON est un expert en science des données et un chercheur polyvalent, passionné par la mobilisation et l'utilisation des connaissances pour éclairer les politiques, les investissements et les pratiques. Il est le Directeur de la recherche et de l'apprentissage, et co-coordonnateur du Centre d'Excellence Evidence-Policy-Action. Il a précédemment coordonné le département de gestion des connaissances du groupe GE21, un réseau suisse d'experts agissant comme un think tank et un centre de compétences en politique environnementale.



Dr Fréjus Sourou THOTO est un économiste du développement, spécialisé dans l'économie agricole et les politiques de développement. Il est le Directeur Exécutif de ACED. Dr Thoto concentre plus de 10 ans d'expérience pratique et de recherche sur les questions liées aux comportements des acteurs économiques, à la dynamique entrepreneuriale dans le secteur agricole et à la formulation des politiques de développement.



Ir Diatou NDIAYE est une ingénieure agronome diplômée de l'Institut Polytechnique UniLaSalle (France) et titulaire d'un Bachelor en International Food Chain Management de l'Université des Sciences Appliquées Aeres (Pays-Bas). Elle a intégré le secteur de la recherche agricole en 2018, travaillant sur des approches pluridisciplinaires qui allient les aspects agronomiques aux sciences sociales. Passionnée par la valorisation des résultats de recherche, aujourd'hui, elle est responsable des activités opérationnelles liées au partenariat LEEPS et au Centre d'Excellence Evidence Policy Action au sein de l'IPAR.



Dr Amadou GUEYE détient un Doctorat unique en Sciences de l'Environnement. Il est membre de la task force du Cabinet du Ministre de l'Hydraulique et l'Assainissement du Sénégal. Depuis 2022, Dr Gueye est Chercheur à IPAR et acteur clé dans les progrès récents de l'écosystème des données probantes concernant l'assainissement dans plusieurs pays francophones d'Afrique de l'Ouest à travers

le projet WASPA, dont il est le coordonnateur. Il assure également la coordination du partenariat LEEPS et du Centre d'Excellence au sein de IPAR.



Dr Laure TALL, chercheuse en agroécologie, est Directrice de Recherche à l'IPAR au Sénégal, spécialisée dans cinq thématiques principales : transformation agricole, migration des jeunes, changements climatiques, Objectifs de Développement Durable (ODD), et gouvernance des ressources naturelles. Elle a dirigé le Laboratoire National de Recherches sur les Productions Végétales et co-dirigé le Laboratoire Mixte International sur l'Intensification écologique des sols cultivés en Afrique de l'Ouest. Diplômée de l'université de Montréal, sa thèse porte sur les transformations microbiennes de l'azote dans les grandes rivières.



Dr Cheikh Oumar BA est un socio-anthropologue et actuel Directeur exécutif de IPAR. Il joue un rôle remarquable dans la participation de la société civile au dialogue politique national et sous-régional. Il a une expérience importante dans la communication politique et la valorisation des messages et leçons tirées des études scientifiques. Avec IPAR, il a pu nouer des partenariats avec plusieurs structures publiques et des partenaires dans le domaine de l'emploi des jeunes, de la migration, du développement agricole, et des changements climatiques.

Remerciements

Nous souhaitons exprimer notre profonde gratitude envers toutes les structures et informateurs clés du Togo qui ont contribué à la concrétisation de ce diagnostic.

Nous sommes particulièrement reconnaissants envers le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche pour son appui technique dans la mobilisation des acteurs à la concertation nationale au Togo.

Nous adressons nos remerciements également aux participants des divers travaux de concertation et aux acteurs clés pour leur précieuse collaboration et leur disponibilité lors des divers entretiens.

Nous tenons également à manifester notre reconnaissance envers les équipes de ACED & IPAR pour leur coopération exemplaire et leur assistance.

Enfin, nous exprimons notre sincère gratitude envers le Centre de Recherche pour le Développement International du Canada (CRDI), la Fondation William & Flora Hewlett (HF), la Fondation Robert Bosch (RBSG), et Results for Development (R4D) pour leur appui financier et technique.



Centre Africain pour le Développement Équitable

Le Centre Africain pour le Développement Équitable (ACED) est un centre de réflexion et d'action qui favorise le développement équitable en Afrique (notamment francophone) à travers la promotion de la production et de la valorisation des données probantes, l'appui aux politiques de développement, et la mise en œuvre des actions au profit des communautés.

Abomey-Calavi, Bénin
+229 693 621 21
www.acedafrica.org
contact@acedafrica.org



Initiative Prospective Agricole et Rurale

L'IPAR est un Think Tank basé à Dakar, dont la mission est de contribuer au processus de développement économique et social du Sénégal et de la sous-région par la création d'un espace d'échanges et de débat adossé sur une recherche stratégique et prospective rigoureuse, connectée aux préoccupations des décideurs et des populations à la base.

Sénégal
www.ipar.sn



Learning together to advance Evidence and Equity in Policymaking to achieve the SDGs (LEEPS)

Le LEEPS vise à promouvoir l'élaboration de politiques équitables et inclusives fondées sur des données probantes pour contribuer à atteindre les ODD et à améliorer les conditions de vie en Afrique subsaharienne.

